

COMPTE-RENDU SUR LES QUESTIONS INSCRITES
A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU
MARDI 26 MARS 2019

- **1. Séance du Conseil Municipal du 8 Février 2019** : Approbation du procès-verbal

Sur rapport de M. VEUNAC :

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 8 Février 2019.

ADOpte

- **2. Terrain cadastré BP191p sur Anglet, Rue de Fourvières et avenue du Golf :**
Décision de cession

Sur rapport de M. DESTIZON :

La commune de Biarritz est propriétaire du terrain affecté au Golf, faisant partie de son domaine public, situé sur Anglet 23 rue de Fourvières, et avenue du Golf cadastré BP n°191.

La commune d'Anglet a sollicité l'acquisition pour l'euro symbolique d'une partie dudit terrain, environ 143 m² à savoir :

- 81 m² déjà en nature de trottoir donc hors clôture angle rue de Fourvières et avenue du Golf pour régularisation,
- 62 m² le long de l'avenue du Golf grevés d'un emplacement réservé pour élargissement de la voie, en nature de haie, qui n'est donc plus utilisés pour le fonctionnement du Golf,

afin d'intégrer ces emprises à la voie publique (dépendance du domaine public) notamment pour un aménagement sur l'avenue du Golf par la Ville d'Anglet d'un trottoir et d'un stationnement longitudinal. L'intérêt général de ce projet justifie la cession pour l'euro symbolique le bien restant affecté à l'usage du public. Les dispositions de l'article L.3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), permettent par dérogation au principe d'inaliénabilité du domaine public, la cession entre collectivités territoriales.

Le service local du Domaine de la Direction Départementale des Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques dans son avis en date du 22 février 2019 estime la valeur vénale de cette parcelle à 0,15 euros le m².

Conformément à l'article L.3112-1 du CGPPP, le Conseil Municipal a été invité :

- à constater la désaffectation de la partie du terrain d'une contenance d'environ 143 m² qui n'est plus affecté au golf cadastré BP n°191p situé à Anglet, rue de Fourvières et avenue du Golf ;

- à autoriser la cession pour l'euro symbolique, à la commune d'Anglet, de la parcelle BP n°191p, d'une contenance cadastrale d'environ 141 m², afin d'intégrer à la voie publique lesdites emprises, les 81 m² de trottoir étant déjà dans la voirie, étant précisé qu'un document d'arpentage sera dressé par un géomètre-expert pour déterminer la contenance cadastrale exacte ;
- à autoriser le Maire et/ou un adjoint ayant la délégation générale à signer tous actes et documents nécessaires à la présente transaction, la commune d'Anglet devra prendre à sa charge tous les travaux d'aménagement de voirie (stationnement, trottoir...), arrachage de la haie et replantation d'une haie avec mise en place d'une clôture telle que souhaitée par la ville de Biarritz, ainsi que tous les frais de géomètre et d'actes.

ADOpte

- **3. Rue de Merin** : Acquisition de la parcelle cadastrée CI n°278

Sur rapport de M. DESTIZON :

La SARL VICTORIA FINANCES a réalisé le lotissement « Les Jardins de Valencia » accessible par la rue de Mérim.

Le lotisseur avait prévu dans son dossier de céder à la Ville une bande de terrain le long de la rue de Mérim afin d'élargir la portion de voie étroite et donc dangereuse pour la sortie des véhicules.

La SARL VICTORIA FINANCES propose de céder à la commune ledit terrain d'une contenance cadastrale de 559 m², cadastrée CI n°278 pour l'euro symbolique.

Il a été proposé :

- D'acquérir, pour l'euro symbolique, la parcelle cadastrée CI n°278, d'une contenance cadastrale de 559 m²; située rue de Mérim afin de maîtriser ce terrain et pouvoir élargir quand cela sera décidé cette portion de voie assez étroite ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint ayant la délégation générale à signer tous actes et documents nécessaires à la concrétisation de cette transaction.

ADOpte

M. DESTIZON NE PARTICIPE PAS AU VOTE

- **4. Offre de concours pour la réalisation de travaux domaine public jouxtant le château Boulart** : convention – autorisation de signature

Sur rapport de M. DESTIZON :

Les propriétaires actuels du château Boulart prévoient d'entreprendre d'importants travaux de restauration en vue de restituer au lieu son état d'origine.

Parmi les travaux envisagés, ils souhaitent recréer une entrée « de service » sur l'avenue Bellefontaine, l'entrée actuelle se composant d'une large baie cintrée, partiellement murée par une maçonnerie intégrant des coffrets et une double porte métallique.

Le projet, qui permettrait de placer l'entrée de service du château en contrebas à 1m60 du niveau du trottoir afin de rejoindre l'altimétrie du sous-sol du château, nécessite un réaménagement de la voirie, et donc des travaux à réaliser sur le domaine public appartenant à la Ville de Biarritz.

Ces travaux de voirie doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique.

Dans la mesure où les aménagements ont exclusivement pour objet de valoriser un bien privé, les propriétaires du château ont proposé, à travers une offre de concours, de financer l'intégralité des réaménagements de voirie nécessaires à la création de l'entrée de service du château.

Les propriétaires du château Boulart ont d'autre part demandé, pour des raisons esthétiques, la réalisation de l'enfouissement des réseaux aériens devant le château, rue Bellefontaine.

Ils ont proposé, à travers leur offre de concours, de financer 50% de ces travaux d'enfouissement, qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage des concessionnaires, Orange et Enedis, les 50% restant étant à la charge de la Ville.

Vu l'intérêt patrimonial du château, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, il a été proposé, au Conseil Municipal :

- d'accepter cette offre de concours
- de conclure une convention avec les propriétaires du château Boulart

ADOpte

- **5. Opération « DestiNAction Nouvelle Aquitaine 2019-2020 »** : Renouvellement de la Convention avec la Région Nouvelle Aquitaine – Autorisation de signature

Sur rapport de Mme CLARACQ :

L'Opération « DestiNAction » permet à des jeunes âgés de 16 à 25 ans de bénéficier d'un premier départ en vacances en autonomie.

Après plus de 10 ans de mise en œuvre en région Nouvelle Aquitaine sous le nom "Sac Ados", le dispositif est rebaptisé depuis 2018 "DestiNAction".

C'est dorénavant la Direction Jeunesse et Citoyenneté de la Région Nouvelle Aquitaine qui porte ce dispositif.

Cette opération s'adresse aux jeunes de Nouvelle Aquitaine de 16 à 25 ans en situation économique et sociale fragile : lycéens, apprentis, étudiants, demandeurs d'emploi, jeunes

en situation de handicap, souhaitant réaliser un premier projet de voyages autonomes en France pour les 16/22 ans et en Europe pour les 19/25 ans (séjours individuels ou en groupe).

Ce dispositif a pour objet également de fédérer un réseau de partenaires qualifiés. L'animation locale et territoriale s'appuie sur les structures associatives ou publiques qui candidatent à l'appel à projet lancé chaque début d'année.

La Ville de Biarritz, dans le cadre de sa politique jeunesse, contribue à l'autonomie des jeunes. Elle participe via l'Espace Jeunes à l'accompagnement de ce dispositif depuis plusieurs années.

Pour information ces 5 dernières années, une douzaine de jeunes ont pu bénéficier de ce dispositif pour participer à des festivals de musique, visiter Paris ou voyager en Europe (Espagne, Ecosse...)

Le conventionnement des structures devient biannuel à compter de 2019.

Pour les années 2019-2020, la Région Nouvelle Aquitaine, souhaite reconduire par convention, avec la Ville de Biarritz via l'Espace Jeunes, ce dispositif d'accompagnement.

Pour cette convention, la Ville s'engage à :

- Adhérer à la charte qualité du dispositif,
- Proposer le dispositif aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, exclus des vacances, n'étant jamais partis sans encadrement familial ou professionnel et ayant besoin d'un soutien méthodologique et financier pour partir,
- Mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à l'animation locale du dispositif et au suivi des projets des jeunes.
Cette mission est assurée par l'ESPACE JEUNES de la Ville,
- Participer aux ateliers d'échanges de pratiques et de formation,
- Transmettre une évaluation annuelle,
- Assurer une lisibilité de l'action régionale dans ses actions de communication.

Aussi, il a été demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer, avec la Région Nouvelle Aquitaine, la convention de partenariat pour l'opération « DestiNAction » 2019 – 2020.

ADOpte

- **6. Compte Personnel de Formation : décision de prise en charge des frais liés à sa mise en œuvre**

Sur rapport de Mme RICORD :

Différents textes (lois n° 83-634 et 84-53 modifiées, ordonnance n° 2017-53, décret n° 2017-928) ont créé, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un Compte Personnel d'Activité (CPA) au bénéfice des agents publics.

Le Compte Personnel d'Activité se compose de deux comptes distincts, le Compte Personnel de Formation (CPF) et le Compte d'Engagement Citoyen (CEC). Ce dernier est en cours de mise en place.

Ce dispositif bénéficie à l'ensemble des agents publics c'est-à-dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, à temps complet ou non complet.

Le CPF se substitue au Droit Individuel à la Formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150h, portée à 400h pour les agents de catégorie C dépourvus de qualification.

Le règlement de formation, présenté et validé en Comité Technique, précise que seront pris en compte en priorité :

- les actions s'inscrivant dans le socle de compétences et de connaissances fondamentales
- les actions de formation ou bilans de compétences permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions
- les actions de formation pour la préparation aux concours et examens

Le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 prévoit qu'une délibération du Conseil municipal détermine les modalités de prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement.

Il a donc été proposé :

- de fixer le budget réservé à ces actions à 15% du montant annuel versé aux organismes de formation hors CNFPT (44 000€ en 2018)
- de limiter la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du CPA à 500€ par an et par agent
- de ne pas prendre en charge les frais occasionnés par le déplacement des agents lors de ces formations

ADOPTÉ

- 7. Rapport sur l'égalité femmes/hommes – Année 2017

Sur rapport de Mme RICORD :

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 ainsi que dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ce principe a également été précisé dans la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique territoriale qui impose aux collectivités territoriales de présenter devant les comités techniques un rapport relatif à l'égalité professionnelles entre les hommes et les femmes (article 51).

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ajoute, en son article 61, 2 nouveaux articles au code général des collectivités locales. Ces articles imposent aux collectivités de plus de 20000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'elles mènent sur leur territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique des ressources humaines en matière d'égalité professionnelle et présente le suivi de la clause d'égalité dans les marchés publics.

En ce qui concerne les marchés publics, la première démarche vise à exiger des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

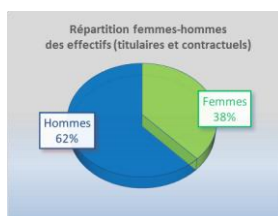
- ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du Code du travail
- avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité hommes/femmes (art. L 2242-5 du Code du travail).

En ce qui concerne les ressources humaines, un rapport détaillé a été établi.

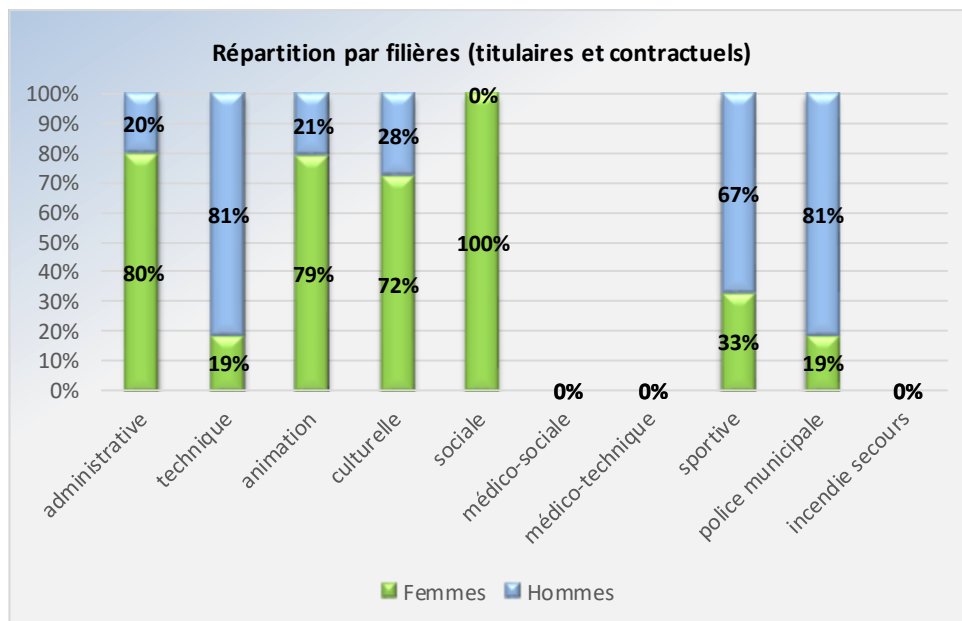
I – Le constat

• Répartition par filière

Sur l'ensemble de nos effectifs permanents (titulaires et non titulaires), 38% sont des femmes, 62 % des hommes.



Filières	Femmes	Hommes	Total	%Femmes	%Hommes
administrative	76	19	95	80%	20%
technique	56	245	301	19%	81%
animation	22	6	28	79%	21%
culturelle	13	5	18	72%	28%
sociale	12	0	12	100%	0%
médico-sociale	0	0	0	0%	0%
médico-technique	0	0	0	0%	0%
sportive	5	10	15	33%	67%
police municipale	5	21	26	19%	81%
incendie secours	0	0	0	0%	0%
TOTAL	189	306	495	38%	62%

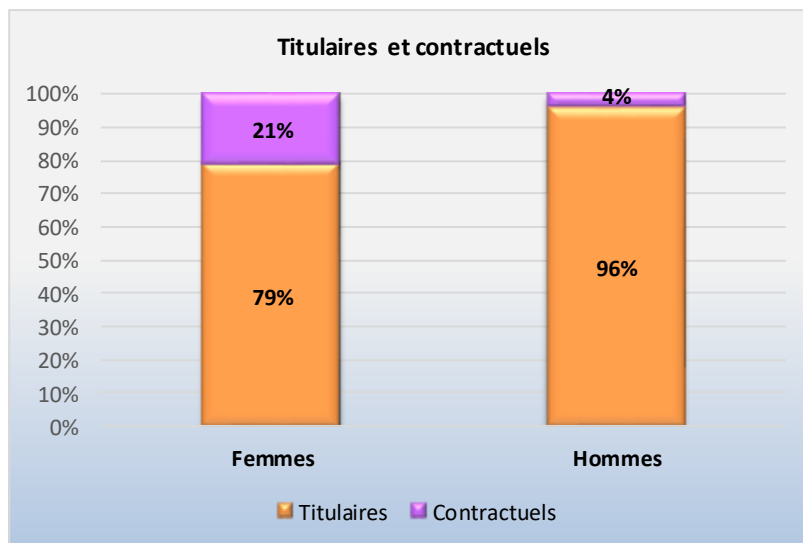


S'il y a toujours 100% de femmes dans la filière sociale (Atsem), nous notons un peu plus de femmes dans la filière technique (19% contre 17% en 2016), un peu plus d'hommes dans la filière animation (21% contre 18% en 2017).

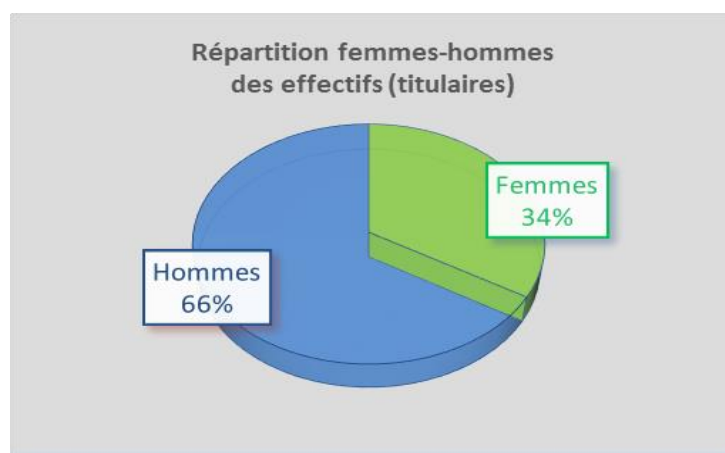
Le rééquilibrage des filières ne peut qu'être lent compte-tenu du faible taux de renouvellement des agents à la Ville de Biarritz. En outre, il y a un réel déficit de candidats dans certaines filières (sociale notamment) ou de candidates sur certains postes de la filière technique (maçon, plombier, serrurier, menuisier...). Si l'on regarde les chiffres au niveau national dans la fonction publique territoriale, on retrouve les mêmes constats.

- **Répartition titulaires / non titulaires**

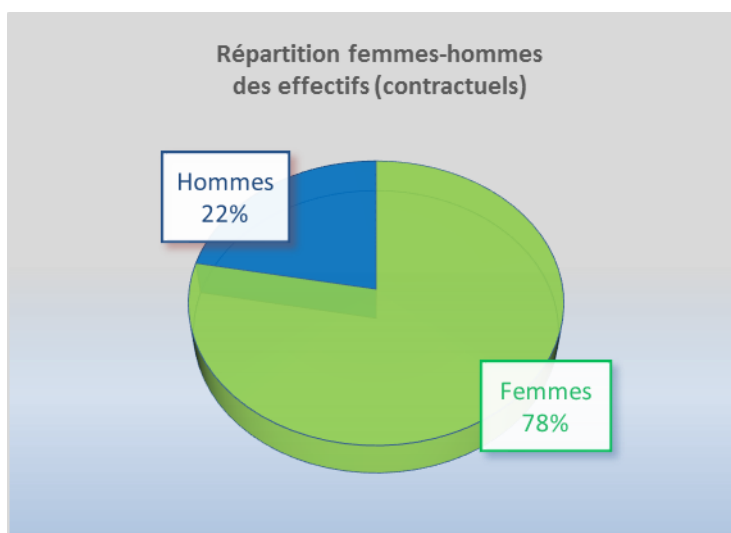
	%Femmes	%Hommes	nombre de femmes	nombre d'hommes
Titulaires	78,5%	95%	150	295
Contractuels	21,5%	5%	39	11
Total			189	306



Filières	Femmes titulaires	Hommes titulaires	Total agents titulaires
administrative	69	16	85
technique	38	241	279
animation	11	2	13
culturelle	13	5	18
sociale	10	0	10
médico-sociale	0	0	0
médico-technique	0	0	0
sportive	4	10	14
police municipale	5	21	26
incendie secours	0	0	0
TOTAL	150	295	445

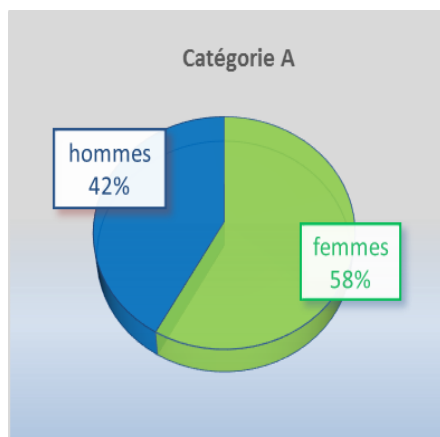


Filières	Femmes contractuelles	Hommes contractuels	Total agents contractuels
administrative	7	3	10
technique	18	4	22
animation	11	4	15
culturelle	0	0	0
sociale	2	0	2
médico-sociale	0	0	0
médico-technique	0	0	0
sportive	1	0	1
police municipale	0	0	0
incendie secours	0	0	0
TOTAL	39	11	50



La part des femmes occupant un poste de contractuel est plus importante que la part des hommes : ce sont essentiellement des femmes qui occupent des emplois à temps non complet à un taux inférieur à 50% (agent de cantine ou d'entretien des locaux).

- Répartition par catégorie



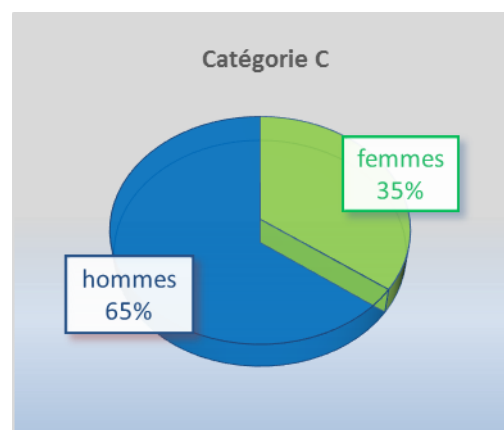
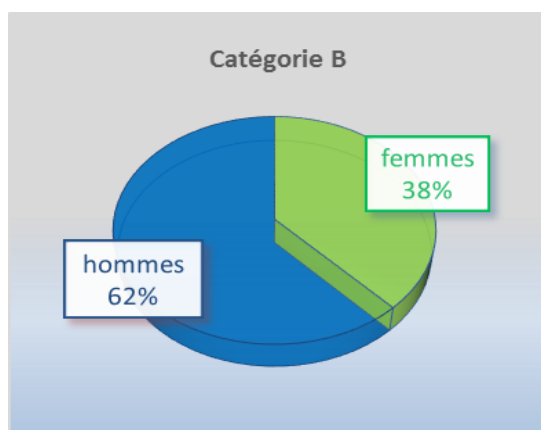
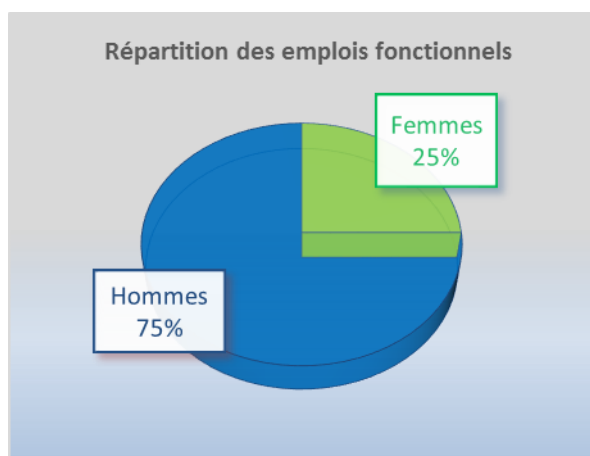
Catégorie hiérarchique	Nombre de Femmes	Nombre d'Hommes
cat. A	29	18
cat. B	22	36
cat. C	138	252
Total	189	306

	Femmes	Hommes	Total
cadres A filière administrative	21	9	30
cadres A filière technique	2	8	10
cadres A filière culturelle	3	0	3
cadres A filière sociale	1	0	1
cadres A filière sportive	1	0	1
cadres A filière police	1	1	2
cadres A filière médico-technique	0	0	0
TOTAL	29	18	47

La répartition femmes/hommes par catégorie hiérarchique indique une part plus importante de femmes que d'hommes en catégorie A. La filière administrative affiche toujours une nette supériorité des femmes sur les hommes (70%), la filière technique une nette supériorité des hommes sur les femmes (80%).

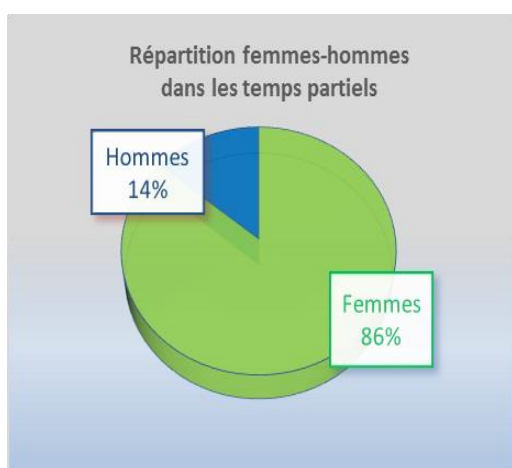
En 2017, les emplois de direction sont pour 75% pourvus par des hommes contre 100% en 2016.

	Femmes	Hommes	Total
Emplois fonctionnels	1	3	4
Total	1	3	4

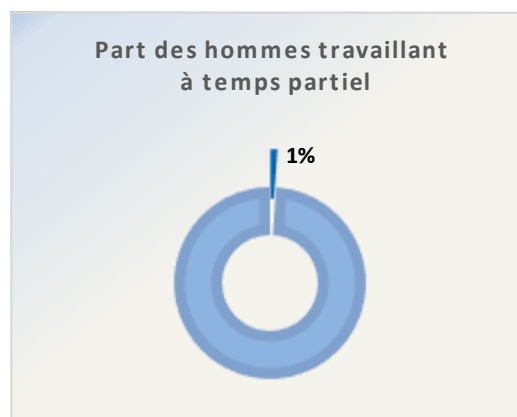


La catégorie B et la catégorie C sont toujours en net déséquilibre femmes/hommes : 38% de femmes en catégorie B, 35% en catégorie C. Cette répartition ne se retrouve pas au niveau national dans la fonction publique où il y a globalement dans chaque catégorie 60% de femmes et 40% d'hommes, mais il faut noter que les communes ont une plus forte proportion de métiers manuels traditionnels que les autres collectivités territoriales.

- **Temps partiels / temps non complet**



Catégorie		Nombre Femmes	Nombre Hommes
Catégorie A	Temps partiel	1	0
	Temps complet	26	18
	Tps non complet	1	1
Catégorie B	Temps partiel	6	2
	Temps complet	17	34
	Tps non complet	0	0
Catégorie C	Temps partiel	12	1
	Temps complet	55	241
	Tps non complet	71	9
Total toutes catégories	Temps partiel	19	3
	Temps complet	98	293
	Tps non complet	72	10



La répartition femmes/hommes sur le temps partiel est parlante : 86% des agents à temps partiel sont des femmes ; 10% des femmes travaillent à temps partiel pour 1% des hommes.

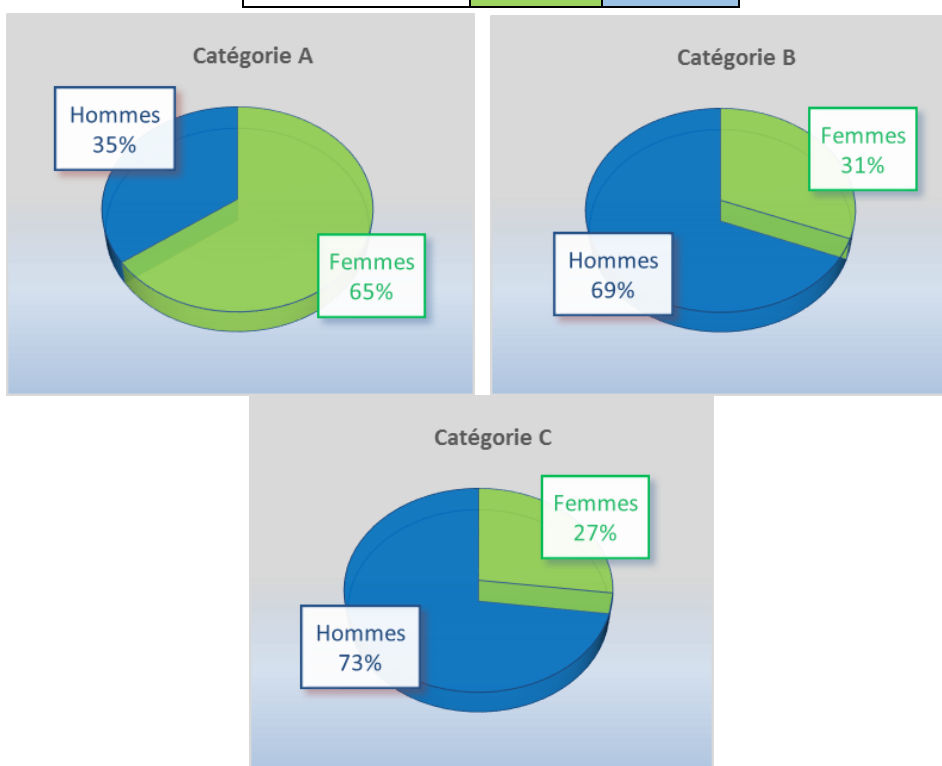
On trouve beaucoup plus d'agents à temps non complet chez les femmes (72) que chez les hommes (10). Ce sont elles qui, de façon très majoritaire, cumulent les emplois précaires. La Ville de Biarritz s'efforce néanmoins de conforter leurs emplois chaque fois que possible.

Il y avait une femme et un homme en congé parental au 31/12/2017.

- **Formation**

Catégorie hiérarchique	Nombre Femmes ayant suivi une formation	% Femmes	Nombre Hommes ayant suivi une formation	% Hommes	Total des agents ayant suivi une formation
cat. A	31	65%	17	35%	48
cat. B	18	31%	40	69%	58
cat. C	68	27%	182	73%	250
Total	117	33%	239	67%	356

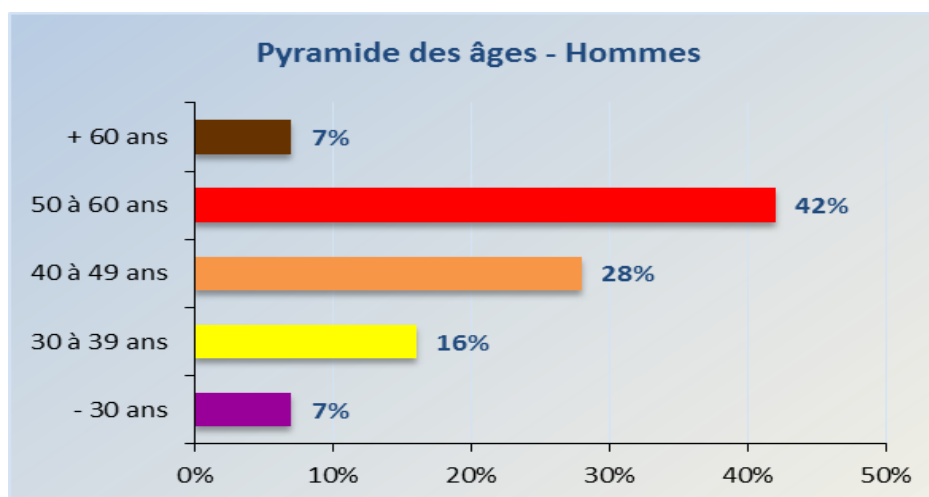
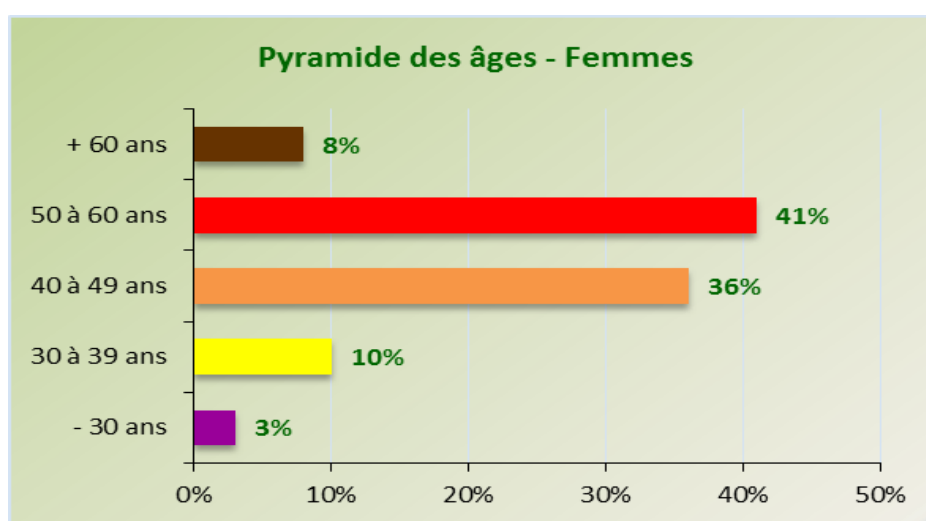
	Femmes	Hommes
nbre formation A	31	17
nbre agents en A	29	18
nbre formation B	18	40
nbre agents en B	22	36
nbre formation C	68	182
nbre agents en C	138	252



72% des agents ont suivi au moins une action de formation. Parmi eux, 62% étaient des femmes et 78% des hommes, toutes catégories confondues.

- **Pyramide des âges**

Tranche d'âge	Nbre de Femmes	%Femmes par tranche d'âge	Nbre d'Hommes	%Hommes par tranche d'âge	Total agents par tranche d'âge	%agents par tranche d'âge
+ 60 ans	15	8%	20	7%	35	7%
50 à 60 ans	78	41%	130	42%	208	42%
40 à 49 ans	68	36%	87	28%	155	31%
30 à 39 ans	18	10%	48	16%	66	13%
- 30 ans	10	5%	21	7%	31	7%
Total	189	100%	306	100%	495	100%



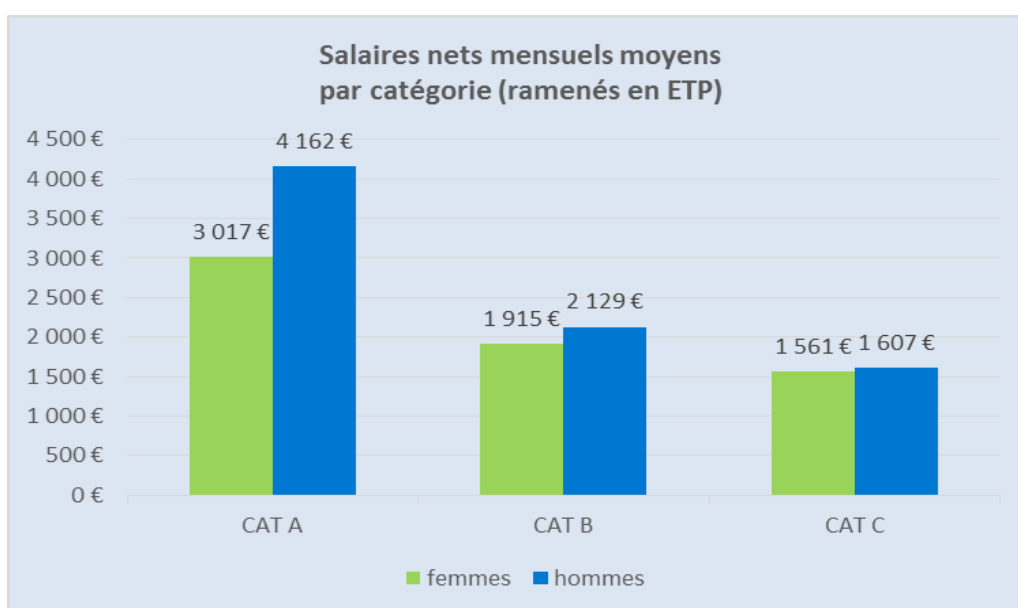
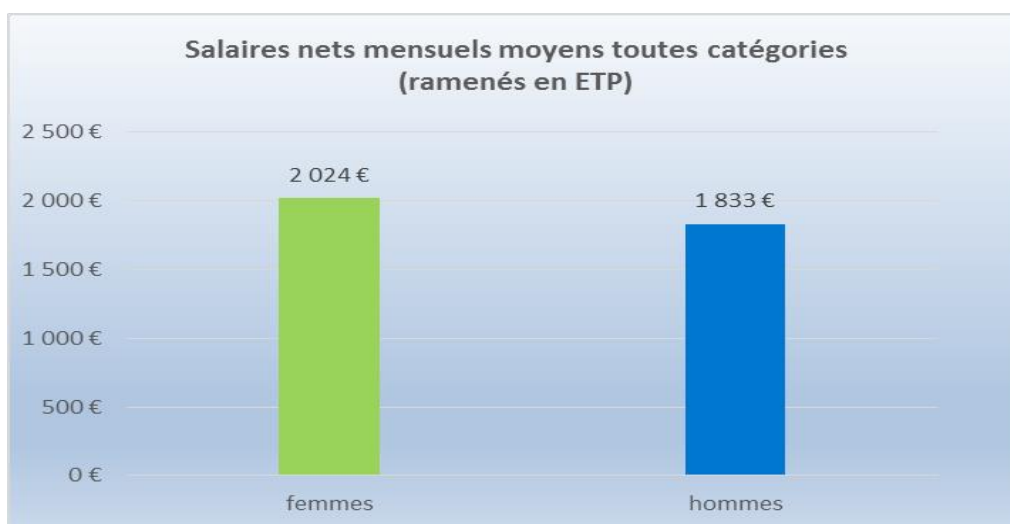
15% des femmes, 23% des hommes ont moins de 40 ans
 36% des femmes, 28% des hommes ont de 40 à 50 ans
 41% des femmes, 42% des hommes ont de 50 à 60 ans
 8% des femmes, 7% des hommes ont plus de 60 ans.

L'équilibre dans la pyramide des âges est donc à peu de chose près le même.

- **Rémunération (en équivalent temps plein)**

Titulaires et contractuels sur emploi permanent

Catégorie hiérarchique	Salaire net mensuel moyen des Femmes	Salaire net mensuel moyen des Hommes
CAT A	3 017 €	4 162 €
CAT B	1 915 €	2 129 €
CAT C	1 561 €	1 607 €
ENSEMBLE	2 024 €	1 833 €



Si les femmes sont plus nombreuses en catégorie A, elles ont en moyenne un salaire moins élevé que leurs homologues masculins : les emplois de direction sont majoritairement masculins et les postes les plus lourds en terme de responsabilités, donc de régime indemnitaire, sont encore occupés par des hommes. Par ailleurs, l'arrivée de femmes sur des postes de chefs de service est assez récente, elles sont donc globalement plus jeunes et perçoivent un traitement de base moins élevé.

L'écart est moindre en catégorie B mais toujours en faveur des hommes qui occupent majoritairement les postes de techniciens. Il est inversé en catégorie C, certaines femmes occupant des postes à plus fortes responsabilités, reconnues au travers des régimes indemnitaires accordés.

II – Les axes d'amélioration

Aujourd'hui, la ville de Biarritz pratique déjà une politique totalement égalitaire en ce qui concerne le déroulement de carrière des agents féminins (les agents à temps partiel, à temps non complet, les agents revenant de congé de maternité ou de congé parental bénéficient d'une évolution de carrière comparable à celle des agents à temps plein), ou leur accès aux formations.

D'autres points peuvent être améliorés :

- La mise en place de jury systématiquement mixte à parité pour les recrutements permettrait d'éviter certaines discriminations en matière d'embauche. Dans les faits actuellement en raison de la présence d'une élue déléguée aux RH et d'une directrice des RH, elle est à inscrire dans un process pérenne. Les recruteurs ne doivent pas écarter les femmes des postes à fortes responsabilités.
- Il faut rechercher un rééquilibrage femmes/hommes dans toutes les filières par le recrutement volontaire du personnel, féminin ou masculin, déficitaire, chaque fois que l'offre de candidats le permet et sans s'arrêter aux contraintes (vestiaires séparés à créer...) et aux préjugés (difficultés d'intégration dans l'équipe...) encore forts dans certains métiers, notamment les métiers du bâtiment pour les femmes, l'accueil en petite enfance pour les hommes. Une politique volontariste sera mise en œuvre pour réduire les écarts existants.
- Il faut également rechercher des nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur et s'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les rémunérations et les parcours professionnels. Il y a encore de nombreuses idées préconçues. L'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle (les tâches liées à la famille, enfants et ascendants, et les tâches domestiques continuent d'être assurées majoritairement par les femmes) n'est pas toujours facilitée. Or, la présence sur le lieu de travail, la disponibilité, l'extensibilité du temps peuvent se gérer tout autrement et ne sont pas forcément synonyme d'efficacité. Les horaires atypiques, les réunions tardives ou les horaires discriminatoires doivent être prohibés dans toute la mesure du possible. Là encore, une politique volontariste sera mise en œuvre.
- Aucun fonctionnaire, femme ou homme, ne doit subir des faits de harcèlement sexuel constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. La mobilisation

sur ce thème du CHSCT et du groupe de travail en charge de la qualité de la vie au travail sera recherchée.

- Enfin, lors des prochaines élections professionnelles, en décembre 2018, les organisations syndicales ont été tenues de présenter des listes paritaires femmes / hommes au Comité technique (CT), à la Commission administrative paritaire (CAP), au Comité d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Même si, au vu des résultats, l'équilibre n'est pas encore là, la féminisation de ces instances devrait jouer en faveur de plus d'égalité.

Ces déclarations d'intention seront, en 2019, déclinées en plan d'actions. Les actions entreprises seront évaluées et éventuellement réajustées.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

- **8. Médiathèque : Rémunération accessoire d'un intervenant - Décision d'approbation**

Sur rapport de Mme RICORD :

La Médiathèque organise régulièrement des animations et des ateliers et fait appel dans ce cadre à des intervenants extérieurs.

Compte tenu de son profil, il paraît opportun de confier à M. Jean-Philippe MERCÉ, conseiller pédagogique départemental en arts visuels et histoire de l'art, agent titulaire de la fonction publique d'état, la tenue de conférences en histoire de l'art. Il percevra pour ce faire une rémunération brute accessoire de 1350 € pour les 6 conférences qu'il donnera en 2019, conformément à sa convention d'activité.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention d'activité accessoire.

ADOpte

- **9. Pôle d'échanges multimodal** : convention de financement des études avant-projet – autorisation de signature

Sur rapport de M. BONNAMY :

La Ville de Biarritz en partenariat avec le conseil Régional Nouvelle Aquitaine, la Communauté d'Agglomération Pays Basque, le Syndicat des mobilités Pays Basque Adour et Gares & Connexions a accompagné l'étude de faisabilité relative au futur Pôle d'échange Multimodal.

Les objectifs de ce Pôle d'échanges multimodal sont :

- d'anticiper l'augmentation de fréquentation du pôle liée à l'arrivée de la Ligne à Grande Vitesse à Bordeaux
- d'optimiser les intermodalités (voitures, bus urbains, cars interurbains, cars de tourisme)
- d'intégrer les nouvelles mobilités (vélos, piétons, électrique) de prendre en compte l'évolution des fonctionnalités du bâtiment Gare
- de réinscrire le Pôle gare dans un contexte urbain

Pilotée par SNCF Gares & Connexions, L'étude de faisabilité du pôle d'échanges multimodal de la gare de Biarritz menée entre 2016 et 2018, a permis de définir un premier programme de fonctionnalités et un parti d'aménagement chiffré, validé par les partenaires de l'étude en COPIL du 17 mai 2018.

Sur la base de cette étude, les partenaires de la présente convention se proposent d'engager les études d'avant-projet sous pilotage SNCF Gares & Connexions. L'AVP sera l'occasion de poursuivre la réflexion sur les différents volets du projet (gare routière, stationnement, dépose ...).

Les études AVP seront centrées sur les aménagements d'intermodalité et les relations entre le quartier et le site gare.

Elles s'articuleront autour des fonctionnalités suivantes :

- Recomposition du parvis de la gare pour les besoins des mobilités douces,
- Interface avec le projet urbain et le réseau de voiries d'accès au site (Allée du Moura),
- Réorganisation du stationnement courte et longue durée,
- Agencement de la dépose minute et zone taxis,
- Aménagement d'un dispositif de stationnement vélo,
- Mise en place d'une station interurbaine.

Les études AVP PEM permettront d'organiser et de traduire spatialement le programme du Pôle d'Echanges Multimodal, au travers de plans et de coupes précisant les implantations, la volumétrie, la répartition des espaces publics, l'organisation des accès et circulations, l'accessibilité au quartier gare, les connexions à la ville, l'offre de stationnement, etc...

Ces études permettront de définir le planning global, ainsi que le phasage de différentes interventions, intégrant un objectif de réalisation prioritaire des parvis central et ouest.

Les financeurs s'engagent à participer au financement des études AVP pour un montant de 180 000€HT, selon la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-dessous et selon les modalités ci-après :

FEDER	Région Nouvelle Aquitaine	CAPB	SMPBA	Ville	Total
36 K€	36 K€	36 K€	36 K€	36 K€	180 K€
20%	20%	20%	20%	20%	100%

La convention a pour objectif de :

- préciser le contenu et le coût des études constituant le dossier d'Avant-Projet,
- définir le calendrier et principes généraux des phases des études et de la réalisation,
- définir les coûts objectifs du projet et préparer l'engagement des phases ultérieures,
- préciser les conditions de suivi de ces études et les modalités de pilotage du projet

En conséquence, il a été proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. Le Maire à signer ladite convention, ainsi que toute pièce nécessaire dans le cadre de la participation à ce dispositif.

ADOpte

- **10. Agglomération Pays-Basque – compétence optionnelle « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire »** : convention d'une durée de 6 mois portant sur la gestion courante – autorisation de signature

Sur rapport de M. VEUNAC :

Par délibération en date du 16 décembre 2017, le Conseil communautaire a fait le choix d'exercer sur son territoire, la compétence optionnelle « *création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire* », comme le permet l'article L.5216-5-II du C.C.G.T. et en continuité de la compétence auparavant exercée par l'Agglomération Côte Basque Adour.

Par la suite, par délibération en date du 15 décembre 2018, le Conseil communautaire a précisé le processus de définition de l'intérêt communautaire de cette compétence, qui doit se dérouler en trois étapes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Afin de donner le temps nécessaire à la Communauté d'agglomération Pays Basque (C.A.P.B.) de préciser les contours de l'intérêt communautaire, les conditions d'exercice de la compétence et de mettre en place une organisation intégrée et opérationnelle, il convient que cette dernière puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services des Communes, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de continuité et de sécurité des services sur le territoire communal, en l'occurrence la gestion de l'entretien courant des voiries communales classées d'intérêt communautaire.

L'article L.5215-27 du C.G.C.T. prévoit que la Communauté d'Agglomération « *peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public* ».

Il a donc été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir autoriser M. le Maire à signer la convention avec la C.A.P.B. précisant les conditions de l'exercice provisoire par la Ville de Biarritz, pour une durée de 6 mois, des missions relevant de la Communauté d'Agglomération au titre de sa nouvelle compétence.

ADOpte
M. VIAL S'ABSTIENT

- **11. Occupation du domaine public pour l'implantation et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur les équipements publics** : lancement de l'appel à candidatures

Sur rapport de M. BARUCQ :

Dans le cadre de sa volonté de développer sur Biarritz les énergies renouvelables, la Ville a identifié, avec l'assistance du cabinet GBSOLAR, 14 sites pouvant accueillir des centrales photovoltaïques.

Ces sites pourront faire l'objet, après appel à candidatures, d'une convention d'occupation temporaire (COT) du domaine public constitutive de droits réels avec un candidat qui assurera le financement, la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des centrales photovoltaïques pour une revente de la production électrique.

Les sites sont répartis en deux familles :

- *Famille 1* comprenant 4 projets sur des parkings pour une puissance estimée de 3.240 MWc,
- *Famille 2* comprenant 10 projets pour une puissance estimée de 1.340 MWc.

Plus précisément, les 14 sites sont les suivants :

- Parking Iraty (avec l'accord de l'Agglomération Pays-Basque, propriétaire)
- Parking CTM
- Parking hippodrome
- Parking Jai Alai
- Famille 1 – Puissance crête
- Halle Iraty (avec l'accord de l'Agglomération Pays-Basque, propriétaire)
- Ecole Victor Duruy
- Ecole Reptou
- Ecole Braou
- Ecole Ikastola
- Auberge de jeunesse
- Salle Dagorette
- Jai Alai
- Gymnase Notary
- Gymnase Larochevoucauld

Un occupant unique sera désigné à l'issue de l'appel à candidatures.

La durée du contrat à passer avec le candidat retenu sera fixée à 20 ans. Les candidats auront cependant la possibilité de proposer une durée plus importante (dans la limite de 25 ans) en justifiant cette prolongation par la durée d'amortissement des investissements.

La rémunération de la Ville par l'opérateur pourra porter sur un droit d'entrée et/ou une redevance annuelle.

Au terme normal de la convention, la Ville pourra opter pour l'une ou l'autre des situations suivantes :

- la remise en état des lieux. Dans ce cas l'entreprise procédera, à ses frais, au démontage de l'Équipement et remettra les lieux en leur état initial.
- l'accession gratuite à la propriété de l'équipement mis en place par l'entreprise. Dans ce cas, les installations en cause, les travaux, aménagements et dispositifs annexes et connexes (raccordement, etc.) deviendront propriété de la Ville gratuitement.

Votre conseil municipal sera saisi en fin de procédure, afin d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public.

Il a été proposé, au Conseil Municipal, de prendre acte du lancement de la consultation, qui entre dans le cadre des articles L 2122-1-1 et suivants du CGPPP, portant sur la sélection des titulaires d'autorisations d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

- 12. Exercice de l'activité de l'association « Biarritz Evènement » par l'Epic Biarritz Tourisme :

- 1) convention d'objectifs et de moyens - Autorisation de signature
- 2) conventions de mise à disposition de 2 agents – Information

Sur rapport de M. POUEYTS :

Les actions menées par l'association **Biarritz Evènement** ont été reprises en régie par la Ville de Biarritz en application d'une délibération de votre Conseil Municipal du 12 décembre 2018.

Ces activités portent sur l'organisation et le suivi d'animations populaires (Biarritz en lumière, Pâques, les Casetas, les arts de la rue, le village des Bodegas, la fête au Port, Halloween ...), et sur l'apport d'un concours logistique dans l'organisation de spectacles, concerts ou évènements festifs dans la ville (les jeudis de l'océan ...).

L'intégration des activités, ainsi que des personnels, s'est faite au sein du pôle Culture de la Ville.

Compte tenu de la spécificité de ces activités, il est aujourd'hui proposé de :

- D'une part de décider le rachat des matériels et outillages techniques, mobiliers et équipements acquis par l'association **Biarritz Evènement** figurant dans la liste où figure le détail de chaque immobilisation corporelle avec sa valeur nette comptable ou valeur d'usage pour un montant total de **408 613.30€**
- D'autre part d'en confier la gestion à l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**.

1) Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens :

Le transfert des activités jusqu'alors exercées par l'association **Biarritz Evènement** et reprises en régie par la Ville suppose, d'une part, une mise à disposition, à l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**, des moyens matériels dédiés à ces activités dont l'acquisition a été proposée précédemment.

Il suppose également le versement à l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**, de la subvention versée jusqu'à présent à association **Biarritz Evènement**.

Il est donc proposé de conclure une convention d'objectifs et de moyens dont les principales caractéristiques seraient les suivantes :

- La convention serait établie pour les années **2019 / 2020 / 2021**
- Le montant de la subvention pour **2019** versée par la Ville à l'**EPIC BIARRITZ TOURISME** pour les activités concernées, serait fixé à **710 000 €**
Pour les années **2020** et **2021**, le montant de la subvention sera déterminé chaque année par le Conseil Municipal.
- Les moyens matériels dédiés à l'activité concernée et appartenant à la Ville de Biarritz seront mis gratuitement à la disposition de l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**
- L'**EPIC BIARRITZ TOURISME** remettra annuellement à la Ville un compte rendu sur les activités concernées

Il a été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir autoriser M. le Maire à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens à conclure entre la Ville de BIARRITZ et l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**.

2) Signature de conventions de mise à disposition d'agents

D'autre part, deux agents de la Ville, M. **Frédéric CANOT**, attaché principal contractuel en Contrat à Durée Indéterminée, et Mme **Fleur DEYRIS**, adjoint administratif principal de 1ère classe contractuel en Contrat à Durée Indéterminée, ont en charge l'activité « Gestion des événements de la Ville », M. **CANOT** en qualité de directeur, Mme **DEYRIS** en qualité d'assistante.

Cette gestion étant confiée à l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**, il convient de mettre ces deux agents à sa disposition pour une durée d'un an renouvelable.

Conformément à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 qui prévoit l'information de l'organe délibérant préalablement à la mise à disposition de personnel, vous trouverez en annexe les conventions de mise à disposition qui seront passées entre la Ville de BIARRITZ et l'**EPIC BIARRITZ TOURISME**.

Ces mises à disposition se feront contre remboursement mensuel des salaires et des charges, à terme échu.

ADOPTE

- **13. EPIC Biarritz Tourisme** : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2019

Sur rapport de M. VIAL :

Dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'**EPIC BIARRITZ TOURISME** aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social,

culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours des mois de janvier à mars 2019, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver la liste, pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2016, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

ADOPTÉ

- 14. EPIC BIARRITZ Tourisme : Approbation du budget 2019

Sur rapport de M. VEUNAC :

Selon les textes législatifs en matière d'organisation d'offices de tourisme municipaux, l'article R 133-15 du Code du Tourisme prévoit que le budget de l'Office Municipal, délibéré préalablement par le Comité de Direction, doit être soumis chaque année à l'approbation du Conseil Municipal.

En application de ces dispositions, le Comité de Direction de Biarritz Tourisme a arrêté, au cours de sa séance du 20 février dernier, le budget primitif de l'Office Municipal pour l'exercice **2019**. Il est donc soumis à votre approbation.

ANALYSE DES COMPTES PROJÉTÉS AU 31/12/2018

Pour une meilleure lecture du rapport et avant de procéder à l'examen du budget primitif **2019**, il convient au préalable d'analyser le résultat prévisionnel de l'exercice **2018** qui a été calculé à partir d'un arrêté des comptes projetés au 31 décembre 2018.

Selon ces données comptables, l'exercice **2018** devrait se clôturer dans les conditions suivantes :

- en section d'exploitation, par un résultat équilibré après la prise en compte de l'excédent reporté de **8 708 €**,
- en section d'investissement, par un solde également nul.

I. En ce qui concerne la section d'exploitation :

Le montant total des recettes de la section d'exploitation de l'exercice **2018** s'élève à la somme de **5 426 068 €** contre **5 382 917 €** en **2017**, soit une augmentation de **0,80 %**.

Le chapitre des ventes et prestations, comprenant le chiffre d'affaires, la refacturation de prestations de services et les produits d'activités annexes, est passé de **3 226 127 €** en **2017** à **3 221 393 €** en **2018**, soit une diminution de **-0,15 %**, liée essentiellement à la baisse des produits des activités annexes.

Les subventions d'exploitation s'élèvent en **2018** à la somme de **2 121 867 €** contre **2 096 867 €** en **2017**, soit une progression de **1,19%**. Ces subventions comprennent :

- la subvention de la Ville à hauteur de **2 000 000 €**, identique à celle de 2017, pour le financement des activités de service public touristique à caractère administratif ;

- la subvention de la Ville à hauteur de **64 000 €**, du même niveau qu'en 2017, pour prise en charge des sujétions tarifaires et contraintes de service public en matière de programmation culturelle ;

- la subvention liée au contrat destination à hauteur de **35 000 €**, contre **10 000 €** en 2017 ;

- et enfin des subventions venant d'autres organismes pour un montant de **22 867 €**, inchangées par rapport à 2017.

D'autre part, les dépenses de la section d'exploitation se clôturent à hauteur de **5 426 068 €** en **2018**, contre **5 316 398 €** en **2017**, soit une progression de **2,06%**.

Les charges de personnel s'élèvent au montant de **2 525 459 €** en **2018**, contre **2 457 966 €** en **2017**, soit une augmentation de **2,75%**.

Les autres charges de gestion courante sont d'un montant de **30 851 €** en **2018**, contre **716 €** en **2017**, en raison de l'augmentation de la dépense des pertes pour créances irrécouvrables.

Les dotations aux amortissements pour **2018** s'élèvent à **150 000 €**, contre **149 478 €** en **2017**. La dotation aux provisions pour clients douteux est d'un montant de **7 854 €** en **2018**, contre **13 080 €** en **2017**.

Les charges financières présentent un solde nul tant en **2018**, qu'en **2017**.

Les charges exceptionnelles sont de **0 €** en **2017**, contre **7 321 €** en **2017**.

Pour conclure, l'exercice **2018** devrait donc se clôturer par un résultat d'exploitation équilibré de **0 €**, après prise en compte de l'excédent reporté de **8 708 €** de l'exercice antérieur.

II. En ce qui concerne la section d'investissement :

L'exercice **2018** devrait se clôturer par un solde nul, le montant des dépenses de **150 000 €** étant égal à celui des recettes.

En conclusion, il ressort des comptes projetés au 31 décembre 2018, que l'exercice 2018, toutes sections confondues, devrait se clôturer par un résultat global équilibré d'un montant de 0 €.

ANALYSE DU BUDGET 2019

Le budget **2019**, arrêté par le Comité de Direction de Biarritz Tourisme le 20 février dernier, s'équilibre dans les conditions suivantes :

I. En section d'exploitation :

Le budget **2019** s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **5 742 063 €**.

- a) L'analyse des dépenses de la section d'exploitation montre que les dépenses prévisionnelles s'élèvent à **5 742 063 €** pour **2019**, contre **5 424 550 €** au budget **2018** et **5 426 068 €** au compte projeté 2018, soit une augmentation de **5,82 %**.

Les charges de personnel sont prévues à hauteur de **2 643 067 €** pour **2019**, contre **2 499 693 €** au budget **2018** et **2 525 459 €** au compte projeté 2018, soit une progression de **4,66 %**.

L'augmentation de ces deux postes de dépenses est essentiellement liée aux actions pour le G7, au développement de la marque Pays Basque et à la fin du CICE à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les frais financiers prévus pour **2019** s'élèvent à **3 409 €**, compte tenu du nouvel emprunt, contre 0 € pour 2017 et 2018.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent en **2019** à **157 854 €**, contre **150 000 €** au budget **2018**, et d'un niveau identique de **157 854 €** au compte projeté 2018.

- b) En ce qui concerne les recettes d'exploitation, les prévisions s'élèvent pour **2019** à la somme de **5 742 063 €**, contre **5 424 550 €** au budget **2018** et **5 426 068 €** au compte projeté 2018, soit une hausse de **5,82 %**.

Au titre du chapitre des subventions, le montant en **2019** est prévu pour **2 086 867 €**, contre **2 106 867 €** au budget **2018** et **2 121 867 €** au compte projeté 2018, soit une diminution de **-1,65 %**. Pour 2019, ce poste se détaille comme suit :

- ✓ une subvention pour le financement des activités de service public à caractère administratif d'un montant de **2 000 000 €** ;
- ✓ l'absence de subvention dans le cadre du contrat de destination en 2019, contre **20 000 €** au budget **2018** et **35 000 €** au compte projeté au 31/12/2018 ;
- ✓ une subvention pour contraintes de service public imposées par la collectivité sur les activités à caractère industriel et commercial, soit **64 000 €** pour le renforcement de la programmation des manifestations culturelles organisées à la Gare du Midi et au Bellevue.
- ✓ et des subventions diverses pour un montant de **22 867 €**.

La décision de versement d'une subvention pour le renforcement de la programmation des manifestations culturelles est conforme à l'article L 2224-2 alinéa 1 du CGCT et se justifie pour les raisons détaillées ci-dessous.

Les statistiques relevées sur le nombre de manifestations mettent en évidence une demande publique importante des animations à caractère culturel sur le site de la Gare du Midi mais aussi du Bellevue.

Dès lors, pour fidéliser les opérateurs d'événements culturels à la Gare du Midi mais aussi, disposer des moyens techniques et logistiques nécessaires à la mise en place de l'exposition d'art plastique organisée chaque été au Bellevue, la Ville demande à l'office municipal d'une part, de consentir aux opérateurs culturels des réductions de tarifs de location des salles, et d'autre part, de supporter des frais de personnel ou des prestations de service pour les expositions au Bellevue.

Ces sujétions tarifaires ou de prestations de service imposées à Biarritz Tourisme, présentent un caractère d'intérêt général car elles permettent d'offrir une programmation culturelle de qualité et diversifiée sur l'ensemble de la saison, répondant aux besoins de la ville, sur le plan local mais aussi touristique.

Il sera donc proposé au Conseil Municipal, au cours de la délibération qui suivra le vote du budget **2019** et conformément à l'article L 2224-2 alinéa 1 du CGCT, de verser pour **2019** (en complément de la subvention annuelle pour le financement d'activités de service public touristique à caractère administratif), une subvention couvrant ces contraintes de service public : à hauteur de **64 000 €** au titre de la programmation culturelle.

II. Analyse de la section d'investissement :

Les dépenses prévisionnelles d'investissement s'élèvent pour **2019**, à la somme de **595 911 €**.

Elles comprennent principalement les travaux de l'Office et des investissements courants à hauteur de **540 911 €**, le renouvellement du parc informatique pour un montant de **30 000 €** et le remboursement en capital d'emprunt pour **25 000 €**.

Pour couvrir ces investissements, les recettes prévisionnelles s'élèvent à la somme équivalente de **595 911 €**. Elles sont composées d'emprunt pour un montant de **445 911 €**

et de la prise en compte de la dotation aux amortissements des immobilisations pour 150 000 €.

En conséquence et après examen du budget primitif 2019, arrêté à partir des comptes projetés au 31 décembre 2018, il a été demandé, au Conseil Municipal, conformément aux dispositions de l'article R 133-15 du Code du Tourisme, d'approuver le budget primitif 2019 de l'EPIC Biarritz Tourisme.

ADOPTÉ

- **15. Budget Primitif 2019 :**
 - a) **Budget principal** : examen et vote
 - b) **Budget annexe du Port des Pêcheurs** : examen et vote
 - c) **Budget annexe Immeubles et Activités soumis à TVA** : examen et vote
 - d) **Budget annexe ZAC KLEBER** : examen et vote
 - e) **Budget annexe Zone d'Aguilera** : examen et vote

Sur rapport de Messieurs VEUNAC et LAFITE :

Conformément aux différentes instructions budgétaires et comptables, le **Budget Primitif 2019** est présenté par nature et complété par une ventilation fonctionnelle permettant d'obtenir une meilleure lisibilité des crédits répartis par catégories ou secteurs d'activités que ce soit en section de fonctionnement ou d'investissement.

Présenté en Commission des Finances le 22/03/2019, ce **Budget Primitif 2019** se présente comme suit :

a) AU TITRE DU BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Principal s'équilibre en recettes et en dépenses, toutes opérations réelles et d'ordre confondues, à la somme globale de

Il se décompose comme suit :

- En section de Fonctionnement à la somme de **54 733 579.28€**
- En section d'Investissement à la somme de **37 429 023.58€**

b) AU TITRE DU BUDGET ANNEXE DU PORT DES PECHEURS

Ce Budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **94 163.40€** pour la section de fonctionnement et à la somme de **29 476.40€** pour la section d'Investissement

c) AU TITRE DU BUDGET ANNEXE LOCATION D'IMMEUBLES

Ce Budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **6 283 757.24€** pour la section de fonctionnement et à la somme de **6 829 100.34€** pour la section d'Investissement

d) AU TITRE DU BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER

Ce Budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **1 730 254.65€** pour la section de fonctionnement et à la somme de **785 354.65€** pour la section d'Investissement

e) AU TITRE DU BUDGET ANNEXE Zone AGUILERA

Ce Budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **3 964 001.74€** pour la section de fonctionnement et à la somme de **3 218 270.74€** pour la section d'Investissement

EXAMEN DU BUDGET PRINCIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT

I - ANALYSE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

L'ensemble des recettes de fonctionnement se divise en quatre catégories :

- Les Recettes courantes de Fonctionnement.- Les Recettes relatives à la Gestion Financière.- Les Recettes liées aux Opérations Exceptionnelles.- Les Transferts de Charges.

A - Les recettes de gestion courante de Fonctionnement :

Pour **2019**, le montant total des recettes de gestion courante de Fonctionnement correspondant à la gestion des services s'élève à la somme globale de **52 143 085 €** en hausse de **2.25%** par rapport à **2018**.

Les recettes de gestion courante de Fonctionnement regroupent les chapitres suivants:

* En premier lieu, le chapitre 70, réunit l'ensemble des produits des services du Domaine et Ventes diverses pour un montant de **5 301 000 €**, détaillé comme suit :

- Les redevances et recettes d'utilisation du Domaine
pour un montant de **3 548 000€.**
- Les Prestations de service pour montant de **1 235 000€.**
- Les refacturations de charges pour un montant de **518 000€.**

* En second lieu, le chapitre 73 pour un montant de **39 224 819 €**, regroupe l'ensemble des Impôts et Taxes, à l'exception des recettes fiscales liées à l'urbanisme qui sont affectées à la section d'investissement.

Ces recettes comprennent :

- Le Produit des contributions directes dont le montant global s'élève à la somme de **25 917 482€** obtenu avec le maintien des taux votés en **2018** détaillés ci-après :

Taxe d'habitation :	20.12%
Taxe sur le foncier bâti :	15.18%
Taxe sur le foncier non bâti :	23.08%

Et avec l'intégration du produit de la majoration de la cotisation de taxe d'habitation pour les logements meublés non affectés à la résidence principale au taux de 30% pour un montant prévisionnel de **1 753 836€**

- Les Taxes pour utilisation des services publics et du domaine (droits de stationnement payant et droits de place) pour un montant de **60 000€**

- La Taxe sur l'électricité pour **780 000€**

- Les Impôts et Taxes liés aux activités de service pour un montant de **8 479 000 €** dont

2 370 000 € concernent le prélèvement sur le Produit des jeux du Casino et **1 800 000 €** proviennent de la taxe de séjour reversée en partie à l'EPIC BIARRITZ TOURISME et au Conseil départemental des Pyrénées Atlantiques et des droits de mutation et taxe de publicité foncière pour **4 200 000 €**.

Enfin, conformément à la Loi, la communauté d'agglomération Pays Basque versera une dotation compensatrice dont le montant a été fixé à **3 987 791 €**.

* En dernier lieu, le chapitre 74, qui retrace l'ensemble des dotations, subventions et participations.

Son montant total de **5 808 016€** comprend essentiellement :

- La Dotation globale de Fonctionnement inscrite pour un montant de **2 917 794 €** en baisse par rapport au montant perçu en 2018

- La dotation pour communes touristiques reversée à Biarritz Tourisme pour **540 000 €**.

- Les Dotations et Participations à hauteur de **841 900 €** qui représentent notamment la part en intérêt des subventions en annuités versées à la Ville par l'Etat, la Région, le Département et la C.A.P.B., et la participation pour le contrat enfance versée par la Caisse d'Allocations Familiales

- L'attribution au titre des exonérations de taxes foncières s'élève à **9 462€**

- L'attribution au titre des exonérations de taxe d'habitation s'élève à **955 447 €**.

Enfin, le chapitre 75, réunit les recettes relevant des « autres produits de gestion courante » pour un montant global de **1 513 000 €**.

Ce chapitre comprend notamment :

- Les Revenus des Immeubles (loyers - redevances) non soumis à la TVA : **1 213 000 €**

- Divers produits de gestion courante, pour une somme de **300 000€**

B - Les recettes relatives à la Gestion Financière

En ce qui concerne les Produits Financiers, le chapitre 76 est, pour l'essentiel, constitué des revenus tirés des immobilisations financières.

Ces produits financiers s'élèvent pour **2019** à la somme de **2 509.06 €**

C - Les recettes liées aux Opérations Exceptionnelles:

Une recette exceptionnelle de **170 699€** a été prévue en **2019**

En conséquence, le montant total des recettes de fonctionnement pour 2019 s'élève à la somme de **54 733 579.28 €** et se décompose comme suit :

- Recettes réelles de fonctionnement : **52 316 293.06 €** en hausse de **2.22%** par rapport à **2018**.
- le résultat net de fonctionnement **2018** pour la somme de **2 417 286.22 €**

II - ANALYSE DES CHARGES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (III A1)

Les dépenses de Fonctionnement se divisent en trois grandes catégories :

- Les charges de fonctionnement courantes.
- Les charges liées à la gestion financière.
- Les charges liées aux opérations exceptionnelles.

Se rajoutent à ces trois catégories de dépenses, les dotations aux amortissements et provisions qui correspondent à des dépenses d'ordre budgétaire.

A - Les Charges de gestion courante :

Les charges de gestion courante s'élèvent à la somme de **42 832 261€** contre **41 867 899 €** en **2018** en hausse de 2.30% et représentant **96.36 %** des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces dépenses comprennent :

- **Le Chapitre 011 « Charges à Caractère Général »** pour un montant de **11 152 078€** soit **25.09%** des dépenses réelles de fonctionnement qui regroupe l'ensemble des fournitures et des prestations de services prévus pour l'exercice **2019** sont en hausse de 6.80 % par rapport à **2018**.

- **Le Chapitre 012 « Charges de Personnel et Frais Assimilés »** pour un montant de **21 123 584 €** qui regroupe l'ensemble des frais de personnel, dont les rémunérations, les charges sociales mais aussi les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération.

Ces charges de Personnel malgré la prise en compte du glissement vieillesse technicité diminuent faiblement de **-0.37%**

Les frais de personnel représentent **49.32%** des dépenses réelles totales de fonctionnement.

- **Le Chapitre 65 « Autres Charges de Gestion Courante »** pour un montant de **8 889 599€** soit **20.75%** des dépenses réelles de fonctionnement est en hausse de 4.79% par rapport à **2018** et comprend :

- Les frais relatifs à la municipalité pour **390 000 €**.
- Les subventions de Fonctionnement aux organismes publics pour un montant de **2 988 000 €** qui comprennent notamment :
 - La subvention au CCAS pour un montant de **1 735 000 €**
 - La participation à l'EPIC BIARRITZ TOURISME pour un montant de **1 248 000€** .
- Les subventions de Fonctionnement aux organismes de droit privé pour un montant de **5 479 599€** qui seront fixées par le Conseil Municipal au cours de la prochaine réunion prévue le 10/04/2019.

- **Le Chapitre 014 « Atténuations de produits »** avec les reversements de recettes fiscales d'un montant de **1 667 000 €**

Avec le reversement de la taxe de séjour et des droits de mutation à l'EPIC **Biarritz Tourisme** et au **Conseil Départemental** pour la surtaxe à la taxe de séjour.

Il convient que le montant de la pénalité SRU après prise en compte des dépenses déductibles est ramené à 0 € pour 2019.

B- Les Charges liées à la Gestion Financière.

Les charges relatives à la gestion financière s'élèvent pour **2019**, à la somme de **644 000 €**.

Globalement, la part en intérêts (dépenses réelles de fonctionnement) de **613 000 €** représente **1.45%** des dépenses réelles totales de fonctionnement.

Le chapitre 66 regroupe également les I.CN.E. pour **1 000€** et les frais financiers liés à la gestion de la trésorerie pour **20 000 €**.

C - Les Charges liées aux Opérations Exceptionnelles

Par ailleurs, les charges exceptionnelles inscrites au chapitre 67 s'élèvent pour **2019** à la somme de **955 000 €** et sont composées :

- Des Bourses d'Enseignement Supérieur pour **25 000 €**.
- La dotation pour le versement des aides financières pour la restauration scolaire pour **5 000 €**
- La subvention pour contraintes de service public versée au budget annexe des immeubles et activités soumises à TVA pour **919 000 €**
- une enveloppe pour annulation de titres pour **5 000€**

D - Les Dotations aux Amortissements et Provisions

Les dotations aux amortissements des Immobilisations Corporelles et Incorporelles sont inscrites pour un montant de **2 213 900€**.

Pour conclure l'analyse des dépenses de fonctionnement, le virement prévisionnel de la section de fonctionnement pour financer les dépenses d'investissement s'élève à la somme de **8 068 037 €** qui représente **18.15.%** des dépenses réelles de fonctionnement

Enfin, comme le prévoit l'instruction budgétaire et comptable M 14, la ventilation fonctionnelle des dépenses de fonctionnement permet d'indiquer la répartition par service ou grand secteur d'activité traduisant ainsi les priorités définies dans ce budget primitif 2019.

Le tableau ci-après récapitule toutes les dépenses de fonctionnement du seul budget principal :

Fonction	Libellé	Total dépenses de fonctionnement
01	Opérations non ventilables	11 874 318€
0	Services généraux	12 145 329€
1	Sécurité et salubrité publiques	1 836 739€
2	Enseignement	2 949 227€
3	Culture	4 283 265€
4	Sport et jeunesse	5 878 282€
5	Social et santé	2 432 562€
6	Famille	172 212€
7	Logement (hors ZAC KLEBER)	167 031€
8	Aménagement services urbains et environnement	9 728 991€
9	Economique	3 265 623€
Total		54 733 579€

SECTION D'INVESTISSEMENT

Comme nous vous l'avons indiqué au début du rapport, la section d'investissement s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de **37 429 023.58 €**.

I - ANALYSE DES RECETTES D'INVESTISSEMENT (III B2)

Les recettes engagées en **2018** et reportées sur **2019** ont été intégrées dans le Budget Primitif **2019** pour un montant de **7 610 159.96 €**.

L'analyse ci-dessous des recettes d'investissement concerne les recettes nouvelles propres à l'exercice **2019**.

Selon la présentation des comptes par nature, les recettes d'Investissement, sont répertoriées en trois grandes catégories de recettes :

- Les recettes d'équipement qui représentent un montant de **5 131 800€**.
- Les recettes financières dont le montant s'élève à **14 347 115.61€**
- Les recettes d'ordre d'investissement pour un montant de **10 281 937€** composées notamment du virement prévisionnel de la section de fonctionnement d'un montant de **8 068 037€** et des amortissements pour **2 213 900€**.

A - Les recettes d'Equipement :

En ce qui concerne les recettes d'équipement, elles sont composées :

- Du produit des amendes de Police pour **370 800€**.
- Des subventions d'investissement versées par l'Etat, les Collectivités Territoriales et organismes suivants pour **1 067 000€** dont les principales sont détaillées ci-après :

- Côte des basques : **1 024 000€**
- Revalorisation Côte des basques : **.43 000€**

Enfin, compte tenu du volume important des dépenses d'équipement, une recette sur emprunt a été inscrite pour un montant de **3 700 000€**.

B - Les Recettes Financières.

Les recettes d'investissement relevant des opérations financières s'élèvent à la somme de **14 347 115.61€**

Ces recettes comprennent :

Au chapitre 10 :

Les Dotations Fonds Divers et Réserves pour un montant de **11 347 115.61€**

Au chapitre 024 :

Les recettes prévisionnelles provenant de la cession des immobilisations pour un montant de **3 000 000€**.

C - Les Recettes d'ordre budgétaire

Depuis le 01/01/2006, un nouveau chapitre 040 a été créé en section d'investissement pour regrouper les recettes d'ordre budgétaire :

- amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles pour **2 213 900€**
 - le virement prévisionnel de la section de fonctionnement pour **8 068 037€**
- Soit un total de recettes d'ordre budgétaire de **10 281 937€**

II - ANALYSE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Comme pour les recettes, Les dépenses engagées en **2018** et reportées sur **2019** ont été intégrées dans le Budget Primitif **2019** pour un montant de **2 472 234.79 €**.

L'analyse ci-dessous des dépenses d'investissement concerne les dépenses nouvelles propres à l'exercice **2019**.

En fonction des dispositions de l'instruction comptable M14, les dépenses afférentes à la section d'investissement se décomposent en opérations financières et dépenses d'équipement, pouvant faire l'objet d'une opération spécifique.

A) Les dépenses relatives aux opérations financières (III B1)

Les dépenses relatives aux opérations financières sont prévues pour un montant de **3 853 608.01€**.

Elles se décomposent ainsi :

Le chapitre 16 « Emprunt et Dettes assimilés » pour un montant de **3 795 597€** relatif au remboursement du capital des emprunts.

B)- Les dépenses d'équipement (III B1)

Les dépenses d'équipement pour un montant de **18 119 140€** correspondent à **82.46%** des dépenses réelles de la section d'investissement.

Ces dépenses d'équipement non individualisées se répartissent comme suit :

- Les subventions d'équipement :

Comme indiqué précédemment, le chapitre **204** regroupe toutes les subventions d'équipement qui seront versées en **2019** pour **1 150 000 €** détaillées ci-après :

- Subvention compensatoire pour budget annexe SPIC TVA: **1 100 000€**
- Subvention pour le logement social : **50 000€**

- Les programmes courants : **3 459 140€**

Ces dépenses d'équipement concernent des travaux à réaliser sur l'ensemble du patrimoine communal ainsi que les acquisitions de mobiliers, matériels et équipements techniques pour les services.

Elles sont décomposées ci-après par fonction :

Fonction	Libellé	Total Programmes Courants
0	Services généraux	841 349,00
1	Sécurité et salubrité publiques	109 600,00
2	Enseignement	308 150,00
3	Culture	204 063,00
4	Sport et jeunesse	601 228,00
6	Famille	126 900,00
7	Logement (hors ZAC KLEBER)	50 000,00
8	Aménagement services urbains et environnement	1 183 350,00
9	Economique	34 500,00
Total		3 459 140,00

Les opérations spécifiques pour

14 660 000€

En fonction de leur montant, de leur non récurrence ou du caractère pluriannuel, les principales opérations d'équipement spécifiques de ce budget principal sont détaillées ci-après:

✓ Programme de mise en accessibilité des bâtiments :	400 000€
✓ Aménagement installations Polo :	145 000€
✓ Aménagement piste cyclable « Circul-douce » :	10 000€
✓ Confortement littoral :	624 000€
✓ Modélisation des eaux de baignade :	121 000€
✓ Réaménagement de la villa Natacha :	190 000€
✓ P.P.I restructuration des groupes scolaires/études thermes salins :	3 200 000€
✓ Travaux côte des basques :	1 485 000€
✓ Valorisation paysagère côte des basques :	149 000€
✓ Stratégie du trait de côte :	30 000€
✓ Plan numérique (tranche 2019) :	150 000€
✓ Etudes diverses (Iraty Aguiléra) :	125 000€
✓ Cité administrative :	115 000€
✓ Véhicules techniques :	120 000€
✓ Mise en lumière du littoral :	212 000€
✓ Requalification espaces publics :	743 000€
✓ Enfouissement des réseaux :	455 000€
✓ Réaménagement avenue thermes salins :	250 000€
✓ Réaménagement boulevard Cascaïs :	1 200 000€
✓ Réaménagement voirie TCSP :	400 000€
✓ Accessibilité espaces publics :	50 000€
✓ Réaménagement pointe saint Martin :	80 000€
✓ Enveloppe Démocratie participative :	100 000€
✓ Rachat immobilisation Biarritz Evènement :	409 000€
✓ Réaménagement place saint Charles :	950 000€
✓ Réaménagement Mariano docks la négresse :	350 000€
✓ Réaménagement Port vieux Mazagran :	155 000€
✓ Réaménagement quartier saint Martin :	348 000€
✓ Réaménagement locaux Pétricot :	110 000€
✓ Rénovation notre Maison :	125 000€

✓	Rénovation gymnase larochefoucauld :	200 000€
✓	Rénovation Halle sportive larochefoucauld :	265 000€
✓	Rénovation toitures Notre Maison :	125 000€
✓	Ravalement Javalquinto :	100 000€
✓	Rénovation parc Grammont :	64 000€
✓	Rénovation PPI écoles :	130 000€
✓	Subvention budget annexe SPIC TVA :	1 100 000€

Au final, le regroupement par chapitre de ces dépenses d'équipement s'établit comme suit :

- **Le chapitre 20 « Immobilisations Incorporelles »** pour **503 000.€** correspond :
aux frais d'études pour **403 000 €**
aux acquisitions de logiciels pour **100 000.€**

- **Le chapitre 21 « Immobilisations Corporelles »** pour **1 705 200€** relatif aux acquisitions foncières et achat de matériels, matériaux, mobiliers et autres outillages techniques.

- **Le chapitre 23 » Immobilisations en Cours »** pour **14 760 940 €** correspond aux travaux :

- Sur terrains nus	2 139 000 €
- De bâtiments	6 678 140 €
- De voirie	5 534 800€
- D'aménagements divers	409 000 €

BUDGET ANNEXE LOCATIONS D'IMMEUBLES

Créé en 2005, ce budget annexe permet l'identification des dépenses de recettes des immeubles et activités soumis à la TVA par la voie fiscale (casino, Bellevue, Gare du midi, Hôtel du Palais, Musée de la Mer, Cité de l'Océan, Golf du Phare...)

Globalement, les dépenses totales s'élèvent à la somme de **13 112 857.58€ HT**.

Elles se décomposent comme suit :

En section de fonctionnement : 6 283 757.24€

1. En opérations réelles : **4 517 777.24€**

Elles concernent les charges à caractère général, pour **2 426 300.00€**, les charges financières pour un montant de **981 477.24€** et le versement de subventions de fonctionnement pour un montant total de **1 045 000.00€** décomposé comme suit :

- EPIC Atabal :	300 000 €
- Vinci Park / subvention contrat de D.S.P. stationnement en ouvrages :	180 000 €
- SEM Biarritz Pôle Océan :	300 000€
- Biarritz tourisme :	64 000€
- cinéma le Royal :	75 000€
-Socomix subvention emprunt souscrit pour le compte de la ville :	125 000€
- Annulation de titres :	1 000€

En opération d'ordre : **1 765 980.00€** dont **1 743 580.00€** pour le virement prévisionnel à la section d'investissement et **22 400.00€** pour la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles

Section d'Investissement pour **6 829 100.34 €**

Ils comprennent les crédits reportés de **2018** pour **1 954 730.21€** ainsi que les mesures nouvelles d'un montant de **4 114 355.00 €** correspondant :

✓ aux travaux de bâtiments et d'équipements suivants :

- Casino :	1 417 000.00€
- Gare du Midi :	266 500.00€
- Musée de la mer :	924 000.00€
- Cité de l'Océan	15 500.00€
- Bellevue :	307 000.00€
- Golf du phare :	152 500.00€
- Atabal :	21 000.00€
- Halle Iraty :	12 000.00€
- cinéma le Royal :	210 500.00€
- Le Colisée :	3 700.00€
- halles centrales :	19 700.00€
- Skate park :	4 300€

✓ au remboursement de la part en capital des emprunts souscrits pour le budget annexe pour un montant de **760 655.00 €** intégrant dorénavant les emprunts souscrits spécifiquement

Par ailleurs, un crédit de **115 625€** est prévu pour l'amortissement des subventions d'investissement transférées ainsi que le résultat d'investissement reporté de 2018 intégré pour un montant de **644 390.13€**

Pour ce qui concerne les recettes, celles-ci se décomposent comme suit :

En section de fonctionnement : **6 283 757.24 €**

- Prestations de services :	811 700.00€
- Remboursement frais de personnel :	25 000.00€
- Redevances locatives HT :	3 472 735.69€
- Subvention du budget principal pour contraintes de service public :	919 000.00€
- Résultat de fonctionnement 2018 :	487 696.55€
- Reprise sur provision :	452 000.00€
- La quote-part des subventions d'équipement :	115 625.00€

En section d'Investissement : **6 829 100.34 €**

Hormis les recettes reportées sur 2019 de **985 456.00€**, les mesures nouvelles correspondent à :

- Subvention Région pour la Cité de l'Océan :	153 000.00 €
- Subvention CD 64 pour la Cité de l'Océan :	153 000.00€
- Subvention ACBA pour la Cité de l'Océan :	153 000.00€
- Subvention du budget principal :	1 100 000.00€
- Subvention S.E.T.B. (casino) :	105 000.00€
- Affectation du résultat de fonctionnement 2018 :	1 163 664.34€
- Virement prévisionnel :	1 743 580.00€
- Amortissement des matériels techniques :	22 400.00 €

Il convient de noter que le recours à l'emprunt de **800 000.00€** s'ajoutera au report de recette de 2018 sur 2018 à hauteur de **396 000.00€**.

BUDGET ANNEXE DU PORT DES PECHEURS

En ce qui concerne l'examen du Budget Annexe du Port des Pêcheurs, ce budget s'équilibre à la somme de **123 639.80€** :

- En dépenses pour l'entretien et l'aménagement des ouvrages de défense contre la mer pour **76 000.00€** en fonctionnement et pour **18 163.40€** en investissement

- En recettes par la perception des droits de location et de mouillage pour un montant de **6 500€** et la redevance d'exploitation du restaurant « le pêcheur » pour **80 000.00 €**.

BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER

Créé en **2009**, ce budget annexe enregistre toutes les dépenses et les recettes relatives à l'aménagement de ce nouveau secteur de Biarritz qui sont détaillées ci-après :

- Section de fonctionnement :

Dépenses totales : **1 730 254.65€**

Dépenses réelles: **785 354.65€**

- Travaux de voirie réseaux : 770 354.65€
- Frais financiers : 15 000.00€

Dépenses d'ordre : **810 254.65€**

- Intégration des frais financiers 2018 et 2019 : 24 900.00€
- Variation des encours (travaux réalisés) : 785 354.65€

Résultat net reporté de 2018 : **134 645.35€**

Recettes totales: **1 730 254.65€**

Recettes réelles : **920 000.00€**

- Subvention C.A.P.B. : 410 000.00€
- Subvention budget principal : 510 000.00€

Recettes d'ordre :	810 254.65 €
- Intégration des frais financiers 2019 :	24 900.00 €
- Variation encours (intégration des travaux) :	785 354.65 €

- **Section d 'investissement :**

Dépenses totales :	785 354.65 €
Dépenses réelles :	0.00€
Dépenses d'ordre :	785 354.65 €
- Variation encours (intégration des travaux) :	785 354.65 €

Recettes totales :	785 354.65 €
Recettes réelles :	0.00 €
Recettes d'ordre :	785 354.65 €
- Variation des encours (travaux réalisés) :	785 354.65 €

<u>BUDGET ANNEXE ZONE AGUILERA</u>

Au cours de sa séance en date du **17/11/2017**, le Conseil municipal de Biarritz a décidé la création d'un budget annexe pour le réaménagement futur de la zone Aguiléra.

Pour **2019**, une deuxième tranche de travaux d'un montant prévisionnel de **3 194 269.00€** concernera les équipements suivants :

- Rénovation pour mise aux normes FFR du terrain de BERNER en pelouse synthétique
- Réhabilitation de 4 courts de tennis dont un sera dédié à l'usage du paddle
- Aménagement de bâtiments pour les associations afin d'assurer une cohérence des activités sur le site
- Réalisation d'environ 200 logements à l'emplacement de l'USB et près du bois de Mont Orient
- Aménagement d'un nouveau terrain d'entraînement 70 X 80

- Rénovation de la piste d'athlétisme en cendrée
- Réhabilitation de la Villa Rose

Les inscriptions budgétaires du budget annexe de la zone Aguiléra se décomposent pour son premier exercice comme suit :

Section de fonctionnement

- Dépenses totales :	3 964 001.74€
Dépenses réelles:	3 218 270.74€
- Etudes et travaux:	3 194 269.00€
- Frais financiers :	24 001.74€
Dépenses d'ordre :	24 001.74€
-Intégration des frais financiers :	24 001.74€
Résultat reporté 2018 :	721 729.26€
- Recettes totales:	3 964 001.74€
Recettes réelles :	721 729.26€
Recettes d'ordre :	3 242 272.48€
-variation d'en cours de biens :	3 218 270.74€
- Intégration des frais financiers :	24 001.74€

Section d'investissement

- Dépenses totales :	3 218 270.74€
Dépenses réelles:	0.00€
Dépenses d'ordre :	3 218 270.74€
- Recettes totales:	3 218 270.74€
Recettes réelles :	3 218 270.74€
Emprunt relais :	3 218 270.74€
Recettes d'ordre :	0.00 €

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation du **budget primitif 2019**, il a été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir adopter le Budget dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a donc été proposé de voter ce budget chapitre par chapitre.

BUDGET PRINCIPAL

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

1) Les dépenses par chapitre

Chap.	Objet	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	11 152 078.00	11 152 078.00
012	Frais de Personnel	21 123 584.00	21 123 584.00
65	Autres charges de gestion courante	8 889 599.00	8 889 599.00
014	Atténuation de produits	1 667 000.00	1 667 000.00
66	Charges financières	644 000.00	644 000.00
67	Charges exceptionnelles	955 000.00	955 000.00
022	Dépenses imprévues	20 381.28	20 381.28
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	2 213 900.00	2 213 900.00
023	Virement prévisionnel	8 068 037.00	8 068 037.00

2) Les recettes par chapitre :

Chap.	Objet	Proposition	Vote
70	Produits des services du Domaine	5 301 000.00	5 301 000.00
73	Impôts et taxes	39 224 819.00	39 224 819.00
74	Dotations - Subventions	5 808 016.00	5 808 016.00
75	Autres produits de gestion courante	1 513 000.00	1 513 000.00
76	Produits financiers	3 000.00	3 000.00
013	Atténuation de charges	296 250.00	296 250.00
77	Produits exceptionnels	170 699.00	170 699.00
002	Résultat reporté	2 416 795.28	2 416 795.28

B - SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES:

Chap.	Objet	Proposition	Vote
16	Emprunts et Dettes	3 795 597.00	3 795 597.00
10	Dotations	58 011.01	58 011.01
20	Immobilisations incorporelles	503 000.00	503 000.00
204	Subventions d'équipement versées	1 150 000.00	1 150 000.00
21	Immobilisations corporelles	1 705 200.00	1 705 200.00
23	Immobilisations en cours	14 760 940.00	14 760 940.00
001	Résultat reporté	12 984 040.78	12 984 040.78

LES RECETTES

1) Les recettes par chapitre hors opérations

10	Dotations - Fonds	3 501 000.00	3 501 000.00
13	Subventions d'investissement	1 431 800.00	1 431 800.00
16	Emprunt	3 700 000.00	3 700 000.00
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	7 846 115.61	7 846 115.61
024	Cessions d'immobilisations	3 000 000.00	3 000 000.00
45	Opérations pour compte de tiers	58 011.01	58 011.01
040	Opération d'ordre de Transfert entre section	2 213 900.00	2 213 900.00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 068 037.00	8 068 037.00

Le Budget Principal est voté par chapitre et Adopté

Votent pour chacun des chapitres : M. VEUNAC, M. LAFITE, Mme CASTAIGNEDE, M. BARUCQ, M. CLAVERIE, Mme MIMIAGUE, Mme DAGUERRE, M. POUEYTS, Mme HAYE, M. DESTIZON, Mme RICORD, M. VIAL, Mme CLARACQ, M. ORTIZ, M. ROBERT, Mme BLANCO, M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, M. DE BAILLIENCOURT, M. BONNAMY, Mme SAUZEAU (24)

Abstention sur chacun des chapitres : M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, Mme HONTAS (11)

BUDGET ANNEXE DU PORT DES PECHEURS

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	76 000.00	76 000.00
023	Virement prévisionnel	18 163.40	18 163.40

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
70	Ventes de produits	6 500.00	6 500.00
75	Produits de gestion courante	80 000.00	80 000.00
002	Résultat reporté	7 663.40	7 663.40

B - SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
23	Immobilisations en cours	18 163.40	18 163.40
001	Résultat reporté	11 313.00	11 313.00

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	11 313.00	11 313.00
021	Virement prévisionnel	18 163.40	18 163.40

Le Budget Annexe est voté par chapitre et Adopté à l'unanimité des membres présents

BUDGET ANNEXE LOCATIONS D'IMMEUBLES

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	2 426 300.00	2 426 300.00
012	Charges de personnel	55 000.00	55 000.00
66	Charges financières	981 477.24	981 477.24
65	Autres charge de gestion courante	10 000.00	10 000.00
67	Charges exceptionnelles	1 045 000.00	1 045 000.00
023	Virement prévisionnel	1 743 580.00	1 743 580.00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	22 400.00	22 400.00

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
70	Vente de produits et services	811 700.00	811 700.00
75	autres produits de gestion courante	3 472 735.69	3 472 735.69
77	Produits exceptionnels	919 000.00	919 000.00
013	Atténuation de charges	25 000.00	25 000.00
78	Reprise sur provisions	452 000.00	452 000.00
002	Résultat reporté	487 696.55	487 696.55
042	Transfert de section à section	115 625.00	115 625.00

B - SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
23	Immobilisations en cours	3 353 700.00	3 353 700.00
040	Transfert de section à section	115 625.00	115 625.00
16	Emprunt et dettes	760 655.00	760 655.00
001	Résultat d'investissement reporté	644 390.13	644 390.13

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
106	Réserves	1 613 664.34	1 613 664.34
13	Subventions d'investissement	1 664 000.00	1 664 000.00
16	Emprunt et dettes	800 000.00	800 000.00
021	Virement prévisionnel	1 743 580.00	1 743 580.00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	22 400.00	22 400.00

Le Budget Annexe est voté par chapitre et Adopté

Votent pour chacun des chapitres : M. VEUNAC, M. LAFITE, Mme CASTAGNEDE, M. BARUCQ, M. CLAVERIE, Mme MIMIAGUE, Mme DAGUERRE, M. POUEYTS, Mme HAYE, M. DESTIZON, Mme RICORD, M. VIAL, Mme CLARACQ, M. ORTIZ, M. ROBERT, Mme BLANCO, M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, M. DE BAILLIENCOURT, M. BONNAMY, Mme SAUZEAU (24)

Abstention sur chacun des chapitres : M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, Mme HONTAS (11)

BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	770 354.65	770 354.65
66	Charges financières	15 000.00	15 000.00
042	Opérations d'ordre	785 354.65	785 354.65
043	Opérations d'ordre	24 900.00	24 900.00
002	Résultat reporté 2018	134 645.35	134 645.35

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
74	Dotations et participations	920 000.00	920 000.00
042	Opérations d'ordre	785 354.65	785 354.65
043	Opérations d'ordre	24 900.00	24 900.00

B - SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
16	Emprunt		
040	Opérations d'ordre	785 354.65	785 354.65
001	Résultat reporté 2018		

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre	785 354.65	785 354.65

Le Budget Annexe est voté par chapitre et Adopté

Votent pour chacun des chapitres : M. VEUNAC, M. LAFITE, Mme CASTAGNEDE, M. BARUCQ, M. CLAVERIE, Mme MIMIAGUE, Mme DAGUERRE, M. POUEYTS, Mme HAYE, M. DESTIZON, Mme RICORD, M. VIAL, Mme CLARACQ, M. ORTIZ, M. ROBERT, Mme BLANCO, M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, M. DE BAILLIENCOURT, M. BONNAMY, Mme SAUZEAU (24)

Abstention sur chacun des chapitres : M. AMIGORENA, M. CHAZOUILLERES, Mme MOTSCH, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, Mme HONTAS (11)

BUDGET ANNEXE ZONE AGUILERA

A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	3 194 269.00	3 194 269.00
66	Charges financières	24 001.74	24 001.74
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	24 001.74	24 001.74
002	Résultat reporté	721 729.26	721 729.26

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
74	Subvention du budget principal	721 729.26	721 729.26
042	Opérations d'ordre de section à section	3 218 270.74	3 218 270.74
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	24 001.74	24 001.74

B - SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre de section à section	3 218 270.74	3 218 270.74

LES RECETTES

Chap.	Objet	Proposition	Vote
16	Emprunt	1 218 270.74	1 218 270.74

Le Budget Annexe est voté par chapitre et Adopté

Votent pour chacun des chapitres : M. VEUNAC, M. LAFITE, Mme CASTAIGNEDE, M. BARUCQ, M. CLAVERIE, Mme MIMIAGUE, Mme DAGUERRE, M. POUEYTS, Mme HAYE, M. DESTIZON, Mme RICORD, M. VIAL, Mme CLARACQ, M. ORTIZ, M. ROBERT, Mme BLANCO, M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, M. DE BAILLIENCOURT, M. BONNAMY, Mme SAUZEAU (24)

Abstention sur chacun des chapitres : M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, Mme HONTAS (11)

Et d'utiliser les dispositions de l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la reprise anticipée des résultats de l'exercice **2018** avant l'adoption du compte administratif **2018** pour chacun des budgets détaillés ci-après :

BUDGET PRINCIPAL		MONTANT
D 001	RESULTAT DE CLOTURE INVESTISSEMENT	-12 984 040.78
	SOLDE DES RESTES A REALISER	5 137 925.17
R 1068	AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	7 846 115.61
R 002	RESULTAT NET DE FONCTIONNEMENT	2 417 286.22

BUDGET ANNEXE PORT DES PECHEURS		MONTANT
D 001	RESULTAT DE CLOTURE INVESTISSEMENT	-11 313.00
	SOLDE DES RESTES A REALISER	0
R 1068	AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	11 313.00
R 002	RESULTAT NET DE FONCTIONNEMENT	7 663.40

BUDGET ANNEXE IMMEUBLES ACTIVITES TVA		MONTANT
R 001	RESULTAT DE CLOTURE INVESTISSEMENT	-644 390.13
	SOLDE DES RESTES A REALISER	-969274.21
R 1068	AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	1 613 664.34
R 002	RESULTAT NET DE FONCTIONNEMENT	487 696.55
BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER		MONTANT
D 001	RESULTAT DE CLOTURE INVESTISSEMENT	0.00
	SOLDE DES RESTES A REALISER	0.00
R 1068	AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0.00
R 002	RESULTAT NET DE FONCTIONNEMENT	-134 645.35

BUDGET ANNEXE ZONE AGUILERA		MONTANT
	RESULTAT DE CLOTURE INVESTISSEMENT	0.00
	SOLDE DES RESTES A REALISER	2 000 000.00
	AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0.00
	RESULTAT NET DE FONCTIONNEMENT	-721 729.26

Le Budget Annexe est voté par chapitre et Adopté

Votent pour chacun des chapitres : M. VEUNAC, M. LAFITE, Mme CASTAGNEDE, M. BARUCQ, M. CLAVERIE, Mme MIMIAGUE, Mme DAGUERRE, M. POUEYTS, Mme HAYE, M. DESTIZON, Mme RICORD, M. VIAL, Mme CLARACQ, M. ORTIZ, M. ROBERT, Mme BLANCO, M. BOISSIER, Mme PRADIER, Mme ETCHEVERRY, Mme DUBOURG, Mme PINATEL, M. DE BAILLIENCOURT, M. BONNAMY, Mme SAUZEAU (24)

Abstention sur chacun des chapitres : M. AMIGORENA, M. CHAZOUILLERES, Mme MOTSCH, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA, M. TARDITS, Mme HONTAS (11)

ADOPTÉ

- **16. Fiscalité locale directe 2019** : Fixation des taux

Sur rapport de M. LAFITE :

Comme les années précédentes, les valeurs locatives foncières des trois taxes directes locales ont subi une revalorisation forfaitaire pour **2019** sur la base du taux d'inflation annuelle prévisionnel décidé par la loi de finance.

Ces coefficients de majoration sont les suivants :

- 1.022 pour les immeubles bâtis,
- 1.022 pour les immeubles industriels ne relevant pas de l'article 1500,
- 1.022 pour les propriétés non bâties.

A la lecture de l'état **1259** COM pour la fixation des taux d'imposition, les allocations compensatrices pour **2019** s'établissent ainsi :

- allocation compensatrice pour la taxe d'habitation :	1 166 230 €
- dotation pour pertes de THLV :	46 824 €
- allocation compensatrice pour la taxe foncière sur le bâti :	9 207 €
- allocation compensatrice pour la taxe foncière sur le non bâti :	255 €
TOTAL des allocations compensatrices :	1 226 831 €

Le produit fiscal pour **2019** des trois taxes directes locales tel qu'il est inscrit au Budget primitif **2019** est de **24 163 646 €** auquel il convient d'ajouter :

- ✓ les montants des compensations servies par l'Etat pour la taxe d'habitation, les taxes foncières pour le montant susvisé de **1 226 831 €**.
- ✓ Le produit de la cotisation majorée de **30%** de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale voté par le conseil municipal le **29/09/2017** pour un montant de **1 753 836 €**

Le régime de fixation des taux d'imposition défini par la loi du 10 janvier 1980 a été reconduit par la Loi des Finances pour **2019**.

Dans ces conditions, les règles de liaison entre les taux sont les suivants :

- le taux de la **taxe d'habitation** peut être maintenu ou augmenter sans qu'il soit nécessaire de faire varier les taux des autres taxes ;
- Le taux de la **taxe sur le foncier bâti** varie librement sans référence avec les autres taux,

- Le taux de la **taxe sur le foncier non bâti** ne peut augmenter qu'après avoir fait varier le taux de la **taxe d'habitation** dans une proportion au moins égale,

Le conseil municipal a le choix entre deux options :

- Maintenir la répartition existante, c'est à dire ne pas opérer de transfert de charges entre les taux.
- Changer cette répartition : le conseil municipal choisit alors de faire varier les taux d'une ou plusieurs taxes à un rythme différent de celui des autres taux dans les limites fixées par la Loi.

Le tableau ci-après rappelle les taux communaux votés en **2018** ainsi que les taux plafonds communaux applicables en **2019**

Taxe	Taux Communaux de Biarritz 2018	Taux plafonds communaux pour 2019
Taxe d'Habitation	20.12%	61.35%
Taxe Foncier Bâti	15.18%	52.98%
Taxe Foncier non Bâti	23.08%	40.42%

Après examen de la commission des finances réunie le 22/03/2019 et pour atteindre le produit fiscal attendu pour **2019**, il a été proposé au conseil municipal de **maintenir** les trois taux d'imposition détaillés ci-après :

	Taxe d'Habitation	Taxe Foncier Bâti	Taxe Foncier non Bâti	TOTAL
Bases 2019	75 518 000	58 941 000	96 100	
Taux Communal	20.12%	15.18%	23.08%	
Produit Fiscal attendu	15 194 222	8 947 244	22 180	24 163 646
Majoration de la cotisation pour résidences secondaires	1 753 836			
Produit fiscal attendu global	16 948 058	8 947 244	22 180	25 917 482

Dans ces conditions, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir voter le maintien des trois taux d'imposition comme indiqués ci-après :

Taxe d'Habitation :	20.12 %
Taxe sur le Foncier Bâti :	15.18 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti :	23.08 %

ADOpte

M. AMIGORENA, M. CHAZOUILLERES, Mme MOTSCH, M. TARDITS,
M. HONTAS votent contre

Mme DUBOURG, M. PUYAU, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ s'abstiennent

- 17. Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT

Sur rapport de Mme BLANCO :

Il a été rendu compte de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature d'un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 25-I.1^o et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les contrôles périodiques de vérifications réglementaires dans les bâtiments en exploitation, avec :



- Lot n° 1 (Ville de Biarritz) : Sté VERITAS, pour un montant annuel estimatif de 22 236,00 € T.T.C.
- Lot n° 2 (S.I.A.Z.I.M.) : Sté VERITAS, pour un montant annuel estimatif de 624,00 € T.T.C.
- Lot n° 3 (C.C.A.S.) : Sté QUALICONSLT, pour un montant annuel estimatif de 3 312,00 € T.T.C.
- Lot n° 4 (S.E.M. BIARRITZ OCEAN) : Sté VERITAS, pour un montant annuel estimatif de 3 804,00 € T.T.C.
- Lot n° 5 (E.P.I.C. BIARRITZ TOURISME) : Sté QUALICONSLT, pour un montant annuel estimatif de 13 536,00 € T.T.C.
- Lot n° 6 (S.E.M. SOCIETE DES GOLFS) : Sté SOCOTEC EQUIPEMENTS, pour un montant annuel estimatif de 1 254,00 € T.T.C.

- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté LOCADOUR, concernant la location de

matériels (camions, nacelles, compresseurs, groupes électrogènes, mini chargeurs...) pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 70 000 € T.T.C. sur 2 ans.

- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté RICHARDSON, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs RICHARDSON, DSC et LEGALLAIS, concernant l'achat de fournitures de sanitaire et plomberie pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 100 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté FOUSSIER QUINCAILLERIE, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs FOUSSIER QUINCAILLERIE, LEGALLAIS et MESPLEDE, concernant l'achat de fournitures de quincaillerie pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 100 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté ESPACE MATERIAUX, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs ESPACE MATERIAUX et CHASSON MATERIAUX, concernant l'achat de fournitures de maçonnerie, plâtrerie, carrelage et faïence pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 90 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté ARCELORMITTAL, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs ARCELORMITTAL et MESPLEDE, concernant l'achat de fournitures de métallerie pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 70 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté BOUNEY, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs BOUNEY, PANOFRANCE et DISPANO, concernant l'achat de fournitures de menuiserie bois et dérivés pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 130 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, avec la Sté AKZONOBEL, ainsi que des accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs AKZONOBEL, LAPLACE et PAYS BASQUE COULEURS, concernant l'achat de fournitures de peinture, revêtements de sols et murs pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 100 000 € T.T.C. sur 2 ans.

- Signature d'accords cadres à marchés subséquents avec les fournisseurs IGOL et ARMORINE, concernant l'achat d'huiles et lubrifiants pour le Centre Technique Municipal, pour un montant estimatif de 20 000 € T.T.C. sur 2 ans.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la fourniture de mobilier urbain, avec :
 - Lot n° 1 (Potelets) : Sté SERI, pour un montant maximum annuel de 40 000 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Barrières) : Sté SERI, pour un montant maximum annuel de 25 000 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (Bornes de propriété) : Sté SQUARE, pour un montant maximum annuel de 24 000 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Piètements de bancs publics) : Fonderies DECHAUMONT, pour un montant maximum annuel de 15 000 € T.T.C.
 - Lot n° 5 (Porte-vélos) : Sté SERI, pour un montant maximum annuel de 15 000 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les aménagements de voirie au Docks de la Négresse, avec :
 - Lot n° 1 (VRD) : Sté EIFFAGE ROUTE SUD OUEST, pour un montant de 215 476,86 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Eclairage public) : Sté ETPM, pour un montant de 39 110,04 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'assistance au recrutement de sauveteurs nautiques municipaux, avec l'Association BIARRITZ SAUVETAGE COTIER, pour un montant de 13 000,00 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'entretien des toitures des bâtiments communaux, avec la Sté ETANCHEITE COTE BASQUE, pour un montant de 10 921,68 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la requalification du Boulevard de Cascais - Lot n° 1 (Voirie - Assainissement - Eclairage public), avec la Sté EUROVIA AQUITAINE, pour un montant de 875 186,48 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le remplacement du Système de Sécurité Incendie et Unité de Gestion des Issues de Secours à l'Espace Bellevue, avec la Sté INEO AQUITAINE, pour un montant de 113 985,73 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le réaménagement des trottoirs de l'Avenue de l'Impératrice, avec la Sté EIFFAGE ROUTE SUD OUEST, pour un montant de 272 307,12 € T.T.C.
 - Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la réalisation de 8 pistes de boules au Club Bouliste des Fleurs, avec :
 - Lot n° 1 (Terrassement - Maçonnerie) : Sté ECRD, pour un montant de 89 400,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Electricité - Eclairage) : Sté ETPM, pour un montant de 46 440,00 € T.T.C.
 - Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la fourniture de pierres pour l'aménagement de la Place Saint Charles, avec la Sté BMSO - POINT P, pour un montant de 239 995,20 € T.T.C.
 - Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du dossier accessibilité et gestion de la sécurité relatif aux locaux des AEL situés 8 Rue Jean Bart à Biarritz, avec la Sté SOLIHA PAYS BASQUE, pour un montant de 3 600,00 € T.T.C.
- Signature d'avenants aux marchés publics :
- Signature d'un avenant n° 2 au marché d'entretien et de maintenance des portes automatiques, portails et barrières des bâtiments communaux, avec la Sté KONE, pour un montant de 1 543,10 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 11 : équipements son, vidéo, projection, éclairage), avec la Sté ACE EVENT, pour un montant de 38 686,13 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 9 : équipements scénographiques), avec la Sté LEBLANC SCENIQUE, pour un montant de 11 142,00 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 10 : électricité), avec la Sté INEO, pour un montant de 7 646,12 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 2 : faux plafonds), avec la Sté CANGRAND, pour un montant de 13 205,47 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 2 : faux plafonds), avec la Sté CANGRAND, pour un montant de 8 206,80 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 1 : démolitions - maçonnerie - réseaux EU), avec la Sté ARROKA BTP, pour un montant de 4 725,23 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 4 : menuiseries intérieures), avec la Sté ENTSIA, pour un montant de 24 726,50 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 5 : revêtements de sols - faïences), avec la Sté LINO TAPIS, pour un montant en moins-value de - 2 668,22 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 6 : peintures), avec la Sté LORENZI, pour un montant de 1 381,80 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 3 : Fondations profondes - Gros œuvre - Ravalement), avec la Sté RAMERY, pour un montant de 68 655,18 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°6 : étanchéité), avec la Sté SAE, pour un montant de 6 348,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°18 : électricité), avec la Sté INEO, pour un montant de 11 656,03 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°11 : menuiseries intérieures), avec la Sté ETCHEPARE, pour un montant de 5 473,82 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 6 : plafonds démontables extérieurs), avec la Sté Jean Baptiste ROURE, pour un montant de 8 580,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de maintenance du matériel incendie des bâtiments communaux, avec la Sté DESAUTEL, pour un montant de 225,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de maintenance d'entretien des installations de détection intrusion et télésurveillance des bâtiments communaux, avec la Sté DELTA SECURITY SOLUTIONS, pour un montant de 831,89 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n°1 : échafaudages), avec la Sté BASQUE ECHAFAUDAGE, pour un montant de 10 056,60 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 à l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de nettoyage dans les bâtiments communaux (vitres, menuiseries, verrières, miroirs, bâches et charpentes métalliques), avec la Sté MARIETTA SEEMAR, pour un montant de 912,00€ T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de mise en conformité de l'accessibilité ERP à la Gare du Midi (Lot n°1 : démolition - gros œuvre - plâtrerie - faux

plafonds - carrelages), avec la Sté CAZADE, pour un montant en moins-value de - 10 887,14 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 2 au marché à bons de commande pour la mission d'architecture du patrimoine, avec l'Agence Isabelle JOLY, ayant pour objet une prolongation des délais du marché.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de rénovation de la mise en lumière du Casino Municipal, avec la Sté INEO, pour un montant de 57 163,56 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 3 : menuiserie aluminium), avec la Société CANCE, pour un montant de 6 409,20 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 2 : maçonnerie), avec la Sté ETANDEX, pour un montant de 14 349,97 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 2 : maçonnerie), avec la Sté ETANDEX, pour un montant de 36 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 5 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 5 : peinture), avec le Groupement PEINTURES DE LA COTE BASQUE / LES PEINTURES D'AQUITAINE / OCEAN PEINTURE, pour un montant de 21 586,70 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de ravalement et d'hydrofugation des parements de réfection partielle des toitures de la Chapelle Impériale (Lot n° 1 : ravalement de façade et maçonnerie), avec la Sté ARIBIT-BAUDRY, pour un montant de 1 890,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché d'aménagement des espaces publics de la Z.A.C. Kléber (Lot n° 1 : voirie et réseaux divers), avec la Sté EUROVIA, pour un montant de 440 178,19 € T.T.C.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché à bons de commande concernant le contrôle technique des travaux d'accessibilité des bâtiments communaux classés E.R.P., avec la Sté QUALICONSLT, jusqu'au 31 décembre 2019.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 1 : presse écrite), avec la Sté KANTAR MEDIA, jusqu'au 28 février 2019.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 2 : sites internet et blog), avec la Sté DATA OBSERVER, jusqu'au 28 février 2019.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 3 : radios et télévisions françaises), avec la Sté KANTAR MEDIA, jusqu'au 28 février 2019.

➤ Signature de conventions d'occupation du domaine public :

- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Auberge de Jeunesse de Biarritz, concernant la mise à disposition du complexe sportif de la Négresse (mur à gauche), afin d'organiser la pratique de la pelote basque, pour une durée totale de 2 h d'utilisation le 13 février 2019, et un montant de redevance de 20,50 €.
- Signature d'une convention de mise à disposition de locaux à usage de bureaux associatifs situés au rez-de-chaussée de l'immeuble Pétricot - bâtiment D, avec la Société ERILIA, pour un loyer mensuel hors charges de 2 220,00 € et une durée de 6 années.
- Signature d'une convention d'occupation d'une partie du domaine public à la Gare du Midi avec l'Association BALLET BIARRITZ - Centre Chorégraphique National de Nouvelle Aquitaine, concernant la mise à disposition de locaux au MALANDAIN BALLET BIARRITZ et d'espaces partagés avec Biarritz Tourisme.
- Signature d'une convention tripartite d'occupation des locaux salles Gamaritz et Cucurlon à la Gare du Midi, avec l'Association BALLET BIARRITZ - Centre Chorégraphique National de Nouvelle Aquitaine et l'E.P.I.C. BIARRITZ TOURISME, concernant la mise à disposition de ces locaux à ces derniers.

➤ Signature d'un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle dans le cadre du Festival « Les Beaux jours » :

- Avec S.A.R.L. MAD MINUTE MUSIC : concert du 26 avril 2019 de SALIF KEITA - « Un Autre Blanc », pour un montant de 27 430,00 € T.T.C.

➤ Signature d'un contrat d'engagement d'un spectacle dans le cadre du Festival « Les Beaux jours » :

- Avec l'Agence MUSICAGLOTZ, pour le TRIO WANDERER : concert du 23 avril 2019, pour un montant de 4 500 € H.T.

➤ Régie de recettes des expositions culturelles :

- Arrêté du 01/02/2019 fixant les tarifs du Festival Les Beaux Jours de 2019.
- Arrêté du 15/02/2019 actualisant le tarif de vente du catalogue d'exposition « Ugarte ».

➤ Réalisation d'emprunt et ligne de trésorerie :

- Arrêté du 05/02/2019 décidant de contracter un nouvel emprunt de 2 000 000 €, auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, sur le budget annexe de la zone Aguilera, sur une durée de 3 ans, au taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois + 0,46 %, avec une périodicité trimestrielle.
- Arrêté du 11/02/2019 décidant le renouvellement de la ligne de trésorerie d'un plafond de 5 000 000 €, auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels,

sur le budget principal, sur une durée de 1 an, au taux variable indexé sur le TI3M + 0,32 %, avec une périodicité trimestrielle.

➤ Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :

- Messieurs C.B., D.M., F.T., les époux Q.C. et L.C. demandant l'annulation de l'arrêté accordant un permis de construire le 2 mai 2018, ainsi que la décision de rejet du recours gracieux.
- Madame N.M., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de la délibération du Conseil municipal du 15 octobre 2018 et le constat par la voie de l'exception de l'illégalité de la délibération du Conseil municipal du 30 juillet 2018.
- Madame AE., Madame B.H.E., Monsieur AN, le syndicat des copropriétaires de la résidence T.H. devant le Tribunal administratif de Pau, demandant la suspension de l'arrêté de Monsieur le Maire en date du 12 septembre 2018 accordant un permis de construire, ainsi que la suspension de l'exécution de la décision de rejet du recours gracieux.
- Madame C.S., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté du 26 juin 2018, accordant un permis de construire ainsi que la décision de rejet du recours gracieux.
- La société C., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation par voie de référé de la décision du 29 janvier 2019, rejetant sa candidature ainsi que la reprise de toute la procédure de passation.
- Monsieur C.G., Monsieur J.L.G., Madame G.M, devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 12 septembre 2018, accordant un permis de construire.
- Madame AE., Madame B.H.E., Monsieur AN., le syndicat des copropriétaires de la résidence T.H. devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté de Monsieur le Maire de Biarritz, en date du 12 septembre 2018, accordant un permis de construire, ainsi que la décision de rejet du recours gracieux.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

La séance est levée à 20 h 45.